

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La responsabilité de l'Occident dans la crise en Ukraine

par John J. Mearsheimer*



John J. Mearsheimer
(photo mad)

Selon la doxa qui prévaut en Occident, la crise de l'Ukraine peut être attribuée pratiquement entièrement à l'agression russe. Selon cette argumentation, le président russe Vladimir Poutine a annexé la Crimée en proie à un désir ancien afin de ressusciter l'empire soviétique, et il pourrait éventuellement conquérir ensuite le reste de l'Ukraine, ainsi que d'autres pays d'Europe de l'Est. Dans cette perspective, la destitution du président ukrainien Viktor Janoukovych en février 2014 a fourni un prétexte pour la décision de M. Poutine de réaliser le projet russe qui l'incite à s'emparer d'une partie de l'Ukraine.

Mais cette analyse est fautive: les Etats-Unis et leurs alliés européens partagent l'essentiel de la responsabilité de la crise. L'origine du problème est dans l'élément central d'une stratégie plus vaste pour arracher à l'orbite de la Russie l'Ukraine et l'intégrer à l'Occident. Dans le même temps, l'expansion vers l'Est de l'Union européenne et le soutien de l'Occident au mouvement pro-démocratie en Ukraine – en commençant par la Révolution orange en 2004 – sont des faits qui exigent la critique. Depuis le milieu des années 1990, les dirigeants russes sont catégoriquement opposés à l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, et ces dernières années, ils ont indiqué clairement qu'ils n'accepteraient pas que leur voisin stratégiquement important devienne un bastion de l'Occident. Pour Poutine, le renversement illégal du Président démocratiquement élu et pro-russe de l'Ukraine – qu'il a qualifié à juste titre de «coup d'Etat» – a été la dernière goutte d'eau. Il y a répondu en prenant la Crimée, une péninsule dont il craignait qu'elle accueille une base navale de l'OTAN, et travaille à la déstabilisation de l'Ukraine jusqu'à ce qu'elle ait abandonné ses efforts pour rejoindre l'Occident.

L'attitude de M. Poutine n'aurait dû provoquer aucune surprise. Après tout, l'Occident a pénétré dans l'arrière-cour de la Russie et y

«Le nouveau gouvernement à Kiev était pro-occidental et antirusse dans l'âme, et il contenait quatre membres de haut rang qui pouvaient légitimement être étiquetés de néofascistes.»

menace ses intérêts stratégiques de base, un point affirmé catégoriquement et à plusieurs reprises par Poutine. Aux Etats-Unis et en Europe, les élites ont été aveuglées par les événements, uniquement parce qu'elles sont abonnées à une vue erronée de la politique internationale. Ils ont tendance à croire que la logique du réalisme conserve peu de pertinence dans le XXI^e siècle et que l'Europe restera entière et libre sur la base des principes libéraux de l'Etat de droit, de l'interdépendance économique et de la démocratie.

Mais ce grand projet a mal tourné en Ukraine. La crise montre que la «realpolitik» reste d'actualité – et que les Etats qui l'ignorent le font à leurs propres risques et périls. Les Etats-Unis et les dirigeants euro-

«Victoria Nuland, la sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis pour les affaires européennes et eurasiennes, a estimé en décembre 2013 que les Etats-Unis avaient investi plus de 5 milliards de dollars depuis 1991 pour aider l'Ukraine à réaliser «l'avenir qu'elle mérite». Dans le cadre de cet effort, le gouvernement des Etats-Unis a agi par le biais de la *National Endowment for Democracy* (NED). Cette fondation à but non lucratif a financé plus de 60 projets visant à promouvoir la société civile en Ukraine, et le président de la NED, *Carl Gershman*, a appelé ce pays «le plus richement doté». En février 2010, après que M. Ianoukovitch ait remporté l'élection présidentielle en Ukraine, la NED a décidé qu'il minait ses objectifs. Elle a donc intensifié son soutien à l'opposition et renforcé les institutions démocratiques du pays. Quand les dirigeants russes observent l'«ingénierie sociale» [techniques de manipulation, ndt.] utilisée par l'Occident en Ukraine, ils craignent que leur pays puisse être le prochain sur la liste. Et ces craintes ne sont pas sans fondement.»

péens se sont trompés dans leur tentative de transformer l'Ukraine en un bastion occidental sur la frontière de la Russie. Maintenant que les conséquences ont été mises à nu, ce serait une erreur encore plus grande de poursuivre cette politique illégitime.

L'affront de l'Occident

A la fin de la guerre froide, les dirigeants de l'Union soviétique ont préféré que les forces américaines restent en Europe et que l'OTAN continue à exister, un arrangement dont on pensait qu'il garantirait la paix face à une Allemagne réunifiée. Mais ni les dirigeants soviétiques, ni leurs successeurs russes ne voulaient que l'OTAN s'élargisse et ils supposaient que les diplomates occidentaux comprendraient leurs préoccupations. L'administration Clinton pensait évidemment autrement, et au milieu des années 1990, elle a renforcé l'élargissement de l'OTAN vers l'Est.

La première vague d'élargissement a eu lieu en 1999 en intégrant la République tchèque, la Hongrie et la Pologne. La seconde a eu lieu en 2004; elle comprenait la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovaquie. Dès le début, Moscou s'est plaint amèrement. Au cours des bombardements de l'OTAN de 1995 contre les Serbes de Bosnie, par exemple, le pré-

sident russe *Boris Eltsine* a déclaré, «c'est le premier signe de ce qui pourrait se passer, si l'OTAN venait jusqu'à la frontière de la Fédération de Russie. ... La flamme de la guerre pourrait s'étendre sur toute l'Europe.» Mais les Russes étaient à ce moment-là trop faibles pour stopper le mouvement vers l'Est de l'OTAN – qui, de toute façon, ne paraissait pas représenter un danger pour eux, car aucun des nouveaux membres n'avait une frontière commune avec la Russie, à l'exception des petits pays baltes.

Puis l'OTAN a commencé à regarder plus loin à l'Est. Lors de son sommet d'avril 2008 à Bucarest, l'Alliance a examiné l'hypothèse de l'admission de la Géorgie et l'Ukraine. L'administration *Bush* était pour, mais la France et l'Allemagne se sont opposées à ce changement, de peur de provoquer indûment la Russie. En fin de compte, les membres de l'OTAN ont trouvé un compromis: l'alliance n'a pas commencé le processus officiel menant à l'adhésion, mais il a publié une déclaration soutenant les aspirations de la Géorgie et l'Ukraine en déclarant ouvertement que «ces pays deviendront membres de l'OTAN».

Moscou, cependant, n'a pas accepté ce résultat comme étant un compromis. *Alexander Grushko*, vice-ministre des Affaires étrangères de la Russie, a déclaré, «l'adhésion de

la Géorgie et de l'Ukraine à l'Alliance serait une énorme erreur stratégique qui aurait des conséquences très graves pour la sécurité de toute l'Europe.» Poutine a maintenu que l'admission de ces deux pays dans l'OTAN constituerait une «menace directe» envers la Russie. Un journal russe a rapporté que Poutine, en parlant avec Bush, «a très clairement laissé entendre que si l'Ukraine était acceptée par l'OTAN, elle cesserait d'exister.»

L'invasion de la Géorgie par la Russie en août 2008 devrait avoir dissipé tous les doutes restants sur la détermination de M. Poutine à empêcher la Géorgie et l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN. Le président géorgien *Mikheil Saakashvili*, qui était profondément attaché à l'idée de placer son pays dans l'OTAN, avait décidé à l'été 2008 de reprendre les deux régions séparatistes, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Mais Poutine a cherché à garder la Géorgie faible et divisée – et hors de l'OTAN. Après que les combats aient éclaté entre le gouvernement géorgien et les Ossètes du Sud séparatistes, les forces russes se sont emparées de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Moscou avait fait son pas. Malgré cet avertissement clair, l'OTAN n'a jamais ouvertement abandonné son objectif d'intégrer dans l'alliance la Géorgie et l'Ukraine. Et l'expansion de l'OTAN a continué avec l'Albanie et la Croatie devenues membres en 2009.

L'Union européenne, elle aussi, a continué sa marche vers l'Est. En mai 2008, elle a dévoilé son partenariat oriental, un programme visant à favoriser la prospérité dans des pays comme l'Ukraine afin de les intégrer dans l'économie de l'UE. Il n'est guère surprenant, que les dirigeants russes considèrent ce plan comme hostile aux intérêts de leur pays. En février de cette année, avant que M. Ianoukovitch soit destitué, le ministre des Affaires étrangères russe *Sergueï Lavrov* a accusé l'UE de chercher à créer une «sphère d'influence» en Europe orientale. Aux yeux des dirigeants russes, l'expansion de l'Union européenne est le cheval de Troie pour l'expansion de l'OTAN.

L'outil décisif de l'Occident pour aliéner Kiev de Moscou a été ses efforts pour propager les valeurs occidentales et promouvoir la démocratie en Ukraine et dans d'autres Etats post-soviétiques, un plan souvent accompagné par de l'aide financière à des organisations et des personnes pro-occidentales. *Victoria Nuland*, la sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis pour les affaires européennes et eurasiennes, a estimé en décembre 2013 que les Etats-Unis avaient investi plus de 5 milliards de dollars depuis 1991 pour aider l'Ukraine à réaliser «l'avenir qu'elle mérite». Dans le cadre de cet effort, le gouvernement des Etats-Unis a agi par le biais de la *National Endowment for Democracy* (NED). Cette fondation à but non lucratif a financé plus de 60 projets visant à promouvoir la société civile en Ukraine, et le président de la NED, *Carl Gershman*, a appelé ce pays «le plus richement doté». En février 2010, après que M. Ianoukovitch ait remporté l'élection présidentielle en Ukraine, la NED a décidé qu'il minait ses objectifs. Elle a donc intensifié son soutien à l'opposition et renforcé les institutions démocratiques du pays.

Quand les dirigeants russes observent l'«ingénierie sociale» [techniques de manipulation, ndt.] utilisée par l'Occident en Ukraine, ils craignent que leur pays puisse être le prochain sur la liste. Et ces craintes ne sont pas sans fondement. En septembre 2013, Gershman a écrit dans «The Washing-

La guerre va toujours à l'encontre de la vie humaine

Dans son discours au sommet de l'OTAN au Pays de Galles, le président de la Confédération et président de l'OSCE *Didier Burkhalter* a soulevé quatre points importants pour le règlement de la crise en Ukraine:

- efforts visant à parvenir à un cessez-le-feu et le début du processus politique,
- développement de la mission d'observateur adaptée aux besoins,
- soutien à la réconciliation, à la reconstruction et aux réformes,
- débat concernant le rétablissement de la sécurité européenne en tant que projet commun.

Suite à plusieurs semaines de propagande médiatique concernant les causes et les acteurs du conflit en Ukraine, l'engagement de la Suisse dans le cadre de l'OSCE et sur la base de son principe de neutralité, donnent aux populations de toutes les parties du monde une lueur d'espoir. «La guerre est toujours une défaite pour l'humanité», a déclaré le Pape *Jean-Paul II* dans un discours il y a environ 10 ans. L'effort doit toujours viser à prévenir la guerre, et là où elle a déjà lieu, de la terminer immédiatement.

Depuis le 5 septembre, les armes se taisent en Ukraine et les habitants des deux

côtés respirent et sont reconnaissants de chaque minute où leur vie n'est pas mise en danger, où ils ne perdent pas de parents, d'enfants ou d'autres êtres qui leur sont chers.

En Ukraine, des millions de personnes vivent dans la peur et sont exposées aux menaces les plus graves. Divers sources parlent déjà de 17 000 soldats ukrainiens tués. Des jeunes hommes et des femmes qui avaient encore leur vie devant eux ont été sacrifiés pour des intérêts de pouvoir. Du côté de la résistance ukrainienne, il y aurait également déjà des milliers de morts. Tout cela n'aurait pas été nécessaire. Mais qu'est-ce que cela signifie pour les personnes concernées ayant droit à une vie digne, telle que garantie par la Charte des Nations Unies?

L'ONU, l'OSCE, le droit international humanitaire, tout cela est là pour résoudre les conflits de manière pacifique. A cela s'ajoute la condition la plus importante: l'homme est un être capable de raisonnement et pouvant résoudre toutes les questions de la vie par le dialogue. La guerre va toujours à l'encontre de la vie humaine.

Thomas Kaiser

* John J. Mearsheimer est professeur de sciences politiques à l'Université de Chicago et auteur de l'ouvrage intitulé «The Tragedy of Great Powers Politics».

«La responsabilité de ...»
suite de la page 1

ton Post» que «le choix de l’Ukraine de rejoindre l’Europe permettra d’accélérer la disparition de l’idéologie de l’impérialisme russe que représente Poutine». Et d’ajouter: «Les Russes, eux aussi, sont face à un choix, et Poutine peut se trouver parmi les perdants non seulement dans la proximité étrangère, mais au sein de la Russie elle-même.»

Déclenchement d’une crise

Le pack de trois des politiques occidentales – l’élargissement de l’OTAN, l’expansion de l’UE, et la promotion de la démocratie – représente le combustible pour le feu en attente d’être allumé. L’étincelle est venue en novembre 2013, lorsque M. Ianoukovitch a rejeté le grand accord économique qu’il avait négocié avec l’UE et a, au lieu de cela, décidé d’accepter l’offre russe de 15 milliards de dollars. Cette décision a donné lieu à des manifestations antigouvernementales qui ont augmenté pendant les trois mois suivants, et à la mi-février, cela a provoqué la mort d’une centaine de manifestants. Les émissaires occidentaux ont précipitamment pris l’avion pour Kiev pour résoudre la crise. Le 21 février, le gouvernement et l’opposition ont conclu un accord qui permettait à Ianoukovitch de rester au pouvoir jusqu’à ce que de nouvelles élections aient lieu. Mais cet accord s’est immédiatement écroulé, et M. Ianoukovitch s’est enfui en Russie le lendemain. Le nouveau gouvernement à Kiev était pro-occidental et antirusse dans l’âme, et il contenait quatre membres de haut rang qui pouvaient légitimement être étiquetés de néofascistes.

Bien que l’ampleur totale de l’engagement américain ne soit pas encore connue, il est clair que Washington a soutenu le coup d’Etat. Nuland et le sénateur républicain *John McCain* ont participé à des manifestations antigouvernementales. Suite au renversement de M. Ianoukovitch, *Geoffrey Pyatt*, l’ambassadeur des Etats-Unis en Ukraine, a proclamé que c’était «un jour pour les livres d’histoire.» Suite à un enregistrement téléphonique intercepté, on a appris que Nuland avait préconisé un coup d’Etat et voulait que le politicien ukrainien *Arseni Yatseniouk* devienne Premier ministre du nouveau gouvernement, ce qui s’est réalisé. Ce n’est donc

«La tâche s’est avérée relativement facile, grâce aux milliers de troupes russes déjà stationnées sur une base navale dans le port de Sébastopol de la Crimée. La Crimée est également une cible facile, puisque les Russes ethniques composent environ 60% de sa population. La plupart d’entre eux souhaitaient quitter l’Ukraine.»

pas étonnant que tous les Russes, quel que soit leur bord, pensent que l’Occident a joué un rôle dans l’éviction de M. Ianoukovitch. Pour Poutine, le moment d’agir contre l’Ukraine et l’Occident était arrivé. Peu de temps après le 22 février, il a ordonné aux forces russes de prendre la Crimée à l’Ukraine et peu de temps après, il l’a incorporée dans la Russie. La tâche s’est avérée relativement facile, grâce aux milliers de troupes russes déjà stationnées sur une base navale dans le port de Sébastopol de la Crimée. La Crimée est également une cible facile, puisque les Russes ethniques composent environ 60% de sa population. La plupart d’entre eux souhaitent quitter l’Ukraine.

Puis, Poutine a mis une pression énorme sur le nouveau gouvernement de Kiev pour le décourager de s’allier à l’Occident contre Moscou tout en précisant qu’il préférerait détruire l’Ukraine en tant qu’Etat fonctionnant plutôt que de lui permette de devenir un bastion de l’Occident aux portes de la Russie. A cette fin, il a fourni des conseillers, des armes et un soutien diplomatique aux séparatistes russes de l’Ukraine orientale, qui emmènent le pays vers la guerre civile. Il a massé une grande armée à la frontière ukrainienne, menaçant d’envahir le pays si le gouvernement s’attaque aux rebelles. Il a aussi massivement augmenté le prix de vente du gaz naturel russe pour l’Ukraine et a exigé le paiement des factures non payées pour les exportations précédentes. Poutine a joué ferme.

Le diagnostic de la politique russe

Le comportement de M. Poutine est facile à comprendre. Il y a là une immense étendue de terres plates que les armées de la France napoléonienne, de l’Empire allemand et de l’Allemagne nazie ont traversée pour s’attaquer à la Russie elle-même. L’Ukraine est un Etat tampon de grande importance stratégique pour ce pays. Aucun dirigeant russe ne tolérerait qu’une alliance militaire, ayant jusqu’à peu été l’ennemi mortel de Moscou, envahisse

l’Ukraine. Aucun dirigeant russe ne pourrait rester les bras croisés alors que l’Occident a contribué à installer un gouvernement déterminé à intégrer l’Ukraine en Occident.

Washington peut ne pas aimer la position de Moscou, mais elle doit comprendre la logique qui la sous-tend. Il s’agit de géopolitique pour les débutants: les grandes puissances sont toujours sensibles aux menaces potentielles près de leur propre territoire. Après tout, les Etats-Unis ne toléreraient pas que de lointaines grandes puissances déploient leurs forces militaires n’importe où dans l’hémisphère occidental, et encore moins à ses frontières. Imaginez l’indignation de Washington si la Chine construisait une alliance militaire impressionnante et essayait d’y inclure le Canada et le Mexique. Outre la logique, les dirigeants russes ont dit à maintes reprises à leurs homologues occidentaux qu’ils considéraient l’expansion de l’OTAN en Géorgie et en Ukraine comme étant inacceptable, de même que tous les efforts d’influencer ces pays pour qu’ils s’opposent à la Russie – un message que la guerre russo-géorgienne de 2008 a renforcé sans équivoque.

Des fonctionnaires américains et leurs alliés européens prétendent qu’ils se sont efforcés d’apaiser les craintes russes et que Moscou doit comprendre que l’OTAN n’a aucun plan de s’attaquer à la Russie. Outre le fait de nier que son expansion visait à contenir la Russie, l’alliance n’a jamais déployé pour une longue durée des forces militaires dans les nouveaux Etats membres. En 2002, elle a même créé un organe appelé le Conseil OTAN-Russie dans le but de promouvoir la coopération. Pour tenter d’ama-douer la Russie, les Etats-Unis ont annoncé en 2009 qu’ils déploieraient leur nouveau système de défense antimissile sur des bâtiments de guerre dans les eaux européennes, au moins au début, plutôt que sur les territoires tchèque ou polonais. Mais aucune de ces mesures n’a changé la donne; les Russes s’opposent toujours fermement à l’élargissement de l’OTAN à l’Est, notamment à la

Géorgie et à l’Ukraine. Et finalement, ce sont les Russes, et pas l’Occident, qui sont les mieux placés pour décider ce qui est une menace pour eux.

Pour comprendre pourquoi l’Occident, notamment les Etats-Unis, n’ont pas compris que leur politique en Ukraine a créé les bases pour un sérieux affrontement avec la Russie, il faut remonter au milieu des années 1990, quand l’administration Clinton a commencé à préconiser l’expansion de l’OTAN. Les spécialistes ont avancé divers arguments pour ou contre l’élargissement, mais sans atteindre un consensus sur la manière d’agir. La plupart des émigrés d’Europe de l’Est installés aux Etats-Unis, par exemple, soutenaient fortement l’expansion, parce qu’ils voulaient que l’OTAN protège leurs pays, telles la Hongrie et la Pologne. Quelques réalistes ont également favorisé cette politique parce qu’ils pensaient que la Russie devra toujours être contenue.

Mais la grande majorité des réalistes se sont opposés à l’expansion vers l’Est, convaincus qu’il n’était pas nécessaire de contenir une grande puissance en déclin avec une population vieillissante et une économie unidimensionnelle. Ils craignaient que l’élargissement inciterait Moscou à semer le trouble en Europe de l’Est. Le diplomate américain *George Kennan* a exprimé cette perspective lors d’une interview en 1998, peu après que le Sénat américain ait approuvé la première étape de l’élargissement de l’OTAN. «Je pense que les Russes réagiront progressivement d’une manière tout à fait défavorable et cela aura une incidence sur leurs politiques», déclara-t-il. «Je pense que c’est une erreur tragique. Il n’y avait aucune raison d’agir ainsi. Personne ne menaçait autrui.»

La plupart des libéraux, en revanche, ont soutenu l’élargissement, y compris de nombreux membres importants de l’administration Clinton. Ils pensaient que la fin de la guerre froide avait transformé fondamentalement la politique internationale et qu’un nouvel ordre post-national avait remplacé la logique réaliste ayant gouverné l’Europe. Les Etats-Unis n’étaient pas seulement la «nation indispensable» comme le croyait la Secrétaire d’Etat *Madeleine Albright*; c’était aussi une simple hégémonie et donc peu susceptible d’être per-

Suite page 4

Conversation entre la sous-secrétaire d’Etat des Etats-Unis et l’ambassadeur américain en Ukraine

hd. Entre le 22 et le 25 janvier 2014, une source inconnue a intercepté une conversation téléphonique entre Victoria Nuland, sous-secrétaire d’Etat des Etats-Unis, et Geoffrey R. Pyatt, ambassadeur des Etats-Unis en Ukraine.

Victoria Nuland est une diplomate néo-conservatrice, épouse de l’historien Robert Kagan. Elle fut la principale conseillère en politique étrangère du vice-président Dick Cheney, avant d’être nommée par George W. Bush, ambassadrice auprès de l’OTAN. Hillary Clinton en fit sa porte-parole au secrétariat d’Etat, puis John Kerry son assistante pour l’Europe et l’Eurasie.

Dans cette conversation avec l’ambassadeur américain à Kiev, elle donne instruction pour répondre à la proposition faite par le président Ianoukovytch de laisser l’opposition constituer un gouvernement. Il faut, selon elle, placer Arseni Yatseniouk, maintenir Vitaly Klitchko hors jeu, et écarter le leader nazi Oleh Tyahnybok qui devient encombrant.

Dans cet entretien, il est également question de l’ancien diplomate états-unien Jeffrey Feltman, aujourd’hui secrétaire général adjoint des Nations Unies, et du Néerlandais Robert Serry, ancien responsable des «opérations» de l’OTAN. Les deux ont actuellement la mission d’imposer les positions américaines au sein de l’ONU.

Victoria Nuland: Que pensez-vous?

Geoffrey R. Pyatt: Je pense que nous jouons. La pièce Klitchko est évidemment l’électron le plus compliqué ici, en particulier le fait qu’on l’ait annoncé comme vice-Premier ministre. Vous avez vu mes notes sur la difficulté du mariage en ce

moment, nous essayons d’obtenir une lecture très rapide pour savoir s’il fait partie de l’équipe. Mais je pense que votre raisonnement à son sujet, que vous aurez besoin de lui dire – je pense que c’est le prochain coup de téléphone que vous souhaitez organiser – est exactement celui que vous avez fait à Yats [surnom de Yatseniouk]. Je suis heureux que vous l’ayez mis sur la sellette [...]. Il s’inscrit dans ce scénario. Et je suis très heureux qu’il ait dit ce qu’il a dit.

Victoria Nuland: Bon. Je ne pense pas que Klitsch [surnom de Klitchko] devrait être dans le gouvernement. Je ne pense pas qu’il soit nécessaire, je ne pense pas que ce soit une bonne idée.

Geoffrey R. Pyatt: Oui, je veux dire ... je suppose ... Pour ce qui est de sa non-participation au gouvernement, je serais d’avis de le laisser en dehors pour qu’il se consacre à ses obligations politiques. Je ne fais que réfléchir, pour trier les options pour évaluer, nous voulons garder ensemble les démocrates modérés. Le problème sera avec Tyahnybok et ses gars. Et, vous savez, je suis sûr que cela fait partie du calcul de Ianoukovytch.

Victoria Nuland: Je pense Yats, c’est le gars. Il a de l’expérience économique et de l’expérience de gouverner. C’est le gars. Vous savez, ce qu’il a besoin, c’est que Klitsch et Tyahnybok restent à l’extérieur. Nous aurons besoin de leur parler quatre fois par semaine. Vous savez, je pense juste que si Klitchko entre, il va devoir travailler à ce niveau avec Yatseniouk, c’est juste que ça ne va pas marcher ...

Geoffrey R. Pyatt: Ouais, ouais, je pense que c’est vrai. Ok, bon. Souhaitez-vous que nous organisions un appel avec lui comme prochaine étape?

Victoria Nuland: Ma conception de l’appel dont vous parlez, c’est que les trois grands participent à leur propre réunion et que Yats leur propose dans ce contexte. Vous le savez, une conversation «trois plus un» ou «trois plus deux» si vous participez. C’est ainsi que vous le comprenez?

Geoffrey R. Pyatt: Non, je pense que c’est ce qu’il a proposé, mais connaissant leur dynamique interne lorsque Klitchko était le chien dominant, il va prendre son temps avant de se pointer à une de leurs réunions et doit déjà être en train de parler à ses gars. Donc, je pense que si vous vous adressez directement à lui, cela aiderait à faire de la gestion de personnalités parmi les trois. Cela vous donne également une chance d’agir vite sur tout cela et nous permettra d’être derrière avant qu’ils s’assoient et qu’il explique pourquoi il n’est pas d’accord.

Victoria Nuland: Ok. Bon. Je suis heureuse. Pourquoi ne le contactez-vous pas pour voir s’il veut parler avant ou après.

Geoffrey R. Pyatt: Ok, je vais le faire. Merci.

Victoria Nuland: Je ne me souviens pas si je vous ai dit ou si je n’en ai parlé qu’à Washington: quand j’ai parlé à *Jeff Feltman* ce matin, il avait un nouveau nom pour le type de l’ONU: *Robert Serry*. Je vous ai écrit à ce sujet ce matin.

Geoffrey R. Pyatt: Oui, j’ai vu cela.

Victoria Nuland: Ok. Il a obtenu aujourd’hui, à la fois de Serry et de *Ban Ki-moon*, que Serry vienne lundi ou mardi. Ce serait formidable, je pense, ça aiderait à souder ce projet et d’avoir l’aide de l’ONU pour le souder et, vous

savez quoi, d’enculer l’Union européenne.

Geoffrey R. Pyatt: Non, exactement. Et je pense que nous devons faire quelque chose pour le faire coller à nous, parce que vous pouvez être sûre que s’il commence à prendre de l’altitude, les Russes vont travailler dans les coulisses pour essayer de torpiller. Et encore une fois le fait que c’est sur la place publique en ce moment, dans ma tête, je suis encore à essayer de comprendre pourquoi Ianoukovytch [...] ça. En attendant, il y a actuellement une réunion d’un courant du Parti des Régions et je suis sûr qu’il y a un débat très animé dans ce groupe à ce sujet. Mais de toute façon, nous pourrions faire tomber la crêpe du bon côté si nous agissons rapidement. Alors laissez-moi travailler sur Klitchko et si vous pouvez juste conserver ... Je pense que nous devrions juste chercher à trouver quelqu’un avec une personnalité internationale pour accoucher de notre projet. L’autre question concerne Ianoukovytch, mais nous en reparlerons demain, nous verrons comment les choses commencent à se mettre en place.

Victoria Nuland: Donc, sur ce point, Jeff, quand j’ai écrit la note, Sullivan¹ m’a répondu d’une manière très formelle, en disant que j’avais besoin de Biden et j’ai dit probablement demain pour les bravos et pour réussir à faire coller les détails. Donc, Biden est prêt.

Geoffrey R. Pyatt: Ok. Très bien, merci.

Source: *Oriental Review*/www.voltairenet.org/article182063.html, 7/2/14

¹ *Jacob Sullivan*, qui avait été conseiller de *Joe Biden*, est un des négociateurs du Conseil de sécurité nationale des Etats-Unis.

Ukraine

Y a-t-il une issue pour éviter l’aggravation du conflit?

par Karl Müller

Le 3 septembre, le président russe *Vladimir Poutine* a présenté un plan d’urgence proposant des solutions susceptibles d’arrêter le conflit guerrier en Ukraine (cf. encadré). Le président russe a présenté ce plan un jour avant le début du sommet de l’OTAN au Pays de Galles, mais les réactions des politiciens de l’OTAN et des médias occidentaux ont oscillé entre ignorance et refus. L’OTAN ne s’était pas réuni au Pays de Galles pour une recherche de la paix et pour un arrangement à l’amiable avec la Russie. Au contraire, on était venu pour prendre des décisions selon la nouvelle image de la Russie présentée comme ennemi et liées au renforcement de l’armement militaire.

Dès le lendemain de la présentation du plan du président russe, le président des Etats-Unis *Barak Obama* et le Premier ministre britannique *David Cameron* ont persisté également dans ce registre contre la Russie, par une contribution commune dans le journal britannique «Times». De nouveau, ils ont reproché au gouvernement russe «l’annexion illégale de la Crimée et d’avoir enfreint les règles par l’envoi de troupes sur le territoire ukrainien» et «miné le fondement d’un Etat souverain».

Avec les formulations de ces deux politiciens, des allégations ont été présentées comme des faits. En effet, au sujet de la votation populaire concernant l’adhésion de la Crimée à la Fédération de Russie, il n’existe pas de jugement juridique homogène reconnu internationalement. Il n’est pas non plus avéré que le gouvernement russe ait envoyé des troupes en territoire ukrainien. La souveraineté de l’Ukraine est minée déjà depuis des années par l’ingérence de différents gouvernements et leurs organisations d’avant-garde dans les affaires intérieures du pays. L’accord d’association avec l’UE en fait partie ainsi que les efforts entrepris pour rattacher le pays plus étroitement à l’OTAN.

L’article du président américain et du Premier ministre britannique n’est qu’un exemple entre autres de comment des appréciations controversées et des allégations peuvent être déclarées comme des faits et comment s’effectue la manipulation par un choix de mots ciblés. Le but évident est de désigner sa propre position comme «bonne» et l’autre comme «méchante». D’importants medias occidentaux, s’efforçant de donner des informations objectives et claires n’y participeraient pas. Dans des situations controversées, ils préféreraient donner la parole aux divers points de vue. Ils s’abstiendraient de toute partialité et en aucun cas ils verseraient de l’huile sur le feu. Lorsque des journaux lus au niveau international, tel le magazine américain *Foreign Affairs* vont dans cette direction (cf. l’article de *John J. Mearsheimer*, en page 1), c’est comme une lueur d’espoir à l’horizon.

On pourrait encore dire beaucoup de choses en ce sens. Mais le plus important est la conclusion: le conflit ne pourra être résolu de cette manière. Au contraire, il s’aggraverait et le prix à payer *par nous tous*, sera très élevé. Quand se rendra-t-on à la raison? C’est une voie sans issue que de miser dans ce conflit sur la «victoire» pour faire subir une «défaite» à l’autre partie et de refuser le dialogue honnête d’égal à égal.

En 1969, l’éminent historien suisse *Jean-Rodolphe de Salis* a rédigé une expertise détaillée, complétée en 1971, pour l’institut de recherche *Deutsche Gesellschaft für auswärtige Politik* sise à Bonn. Elle est intitulée «Guerre froide et détente entre l’Ouest et l’Est» et peut être consultée dans le recueil d’essais, édité en 1971, «Geschichte und Politik. Betrachtungen zur Geschichte und Politik. Beiträge zur Zeitgeschichte», pages 257 à 370. Le nombre d’environ 120 pages montre déjà l’étendue et le soin de l’historien suisse se penchant sur cette question historique d’une actualité brûlante à cette époque.

Il n’est pas de notre propos de présenter cette analyse très différenciée – il faut l’étudier soi-même d’un bout à l’autre. Mais la conclusion de l’analyse doit être citée ici – car elle est toujours d’actualité: «C’est un fait frappant que de plus en plus souvent

Le «Plan de Poutine» pour régler le conflit en Ukraine

3 septembre 2014

A la fin de sa visite de travail en Mongolie, Vladimir Poutine a présenté son plan lors d'un entretien avec des journalistes:

Afin de stopper les effusions de sang et pour stabiliser la situation dans le Sud-Est de l’Ukraine, je pense que les parties au conflit devraient immédiatement se mettre d’accord et coordonner les pas suivants:

1. Mettre fin aux opérations offensives actives des forces armées, des unités armées et des groupes de miliciens dans le Sud-Est de l’Ukraine, dans les régions de Donetsk et Lougansk.
2. Retrait des unités des forces armées ukrainiennes jusqu’à une distance rendant impossible le tir sur des régions habitées à l’aide d’artillerie et de toute sortes de lance-roquettes multiples.
3. Mettre en place un contrôle international total et objectif de l’application du cessez-le-feu et contrôle de la

situation dans la zone sécurisée créée par le cessez-le-feu.

4. Défense de l’engagement d’avions militaires contre des civilistes et dans des régions peuplées au sein de la zone de conflit.
5. Organisation de l’échange de personnes retenues par la force sur la base «tous contre tous» sans aucune condition préalable.
6. Ouverture de couloirs humanitaires pour les réfugiés et la livraison d’aide humanitaire vers les villes et les régions peuplées du Donbass – les régions de Donetsk et Lougansk.
7. Permettre l’accès de brigades de réparation à des localités endommagées dans la région du Donbass, pour réparer et reconstruire les installations sociales et les infrastructures de première nécessité et aider la région à se préparer pour l’hiver.

Source: <http://eng.kremlin.ru/transcripts/22899>
(Traduction Horizons et débats)

notre terre est appelée «planète», la politique «planétaire». C’est également l’intuition des poètes et des écrivains (bien que les politiciens les écoutent guère) de rappeler aux contemporains, dans leurs œuvres, cette communauté de destin inquiétante des habitants de cette terre. C’est un symptôme révélateur, qu’un grand dramaturge de nos jours [*Friedrich Dürrenmatt*] puisse appeler son œuvre théâtrale, dont l’action confronte l’existence tourmentée, amère et déchirée des habitants de la terre aux événements cosmiques, «Portrait d’une Planète». La solidarité de fait des habitants actuels et futurs de notre planète est – au-delà de tout ce qui nous sépare, de la haine et de la misère – devenue inévitable. L’heure de la vérité historique impose que les affaires politiques des peuples, des Etats et des continents soient prises en considération et réfléchies à l’échelle planétaire et que les responsables tirent les bonnes conclusions de cette évidence incontestable.»

Von Salis cite dans son analyse des déclarations étonnantes de politiciens et de militaires de l’Ouest et de l’Est, témoignant d’une lutte intense autour de ces questions, comment la guerre froide, déjà fatale à cette époque, pourrait être surmontée. Qu’il s’agissait en premier lieu de prendre sérieusement en considération le point de vue et l’argumentation des autres parties du conflit et d’en tenir compte. Un exemple parmi

tant d’autres à cette époque: «Nous devons reconnaître la profondeur et l’honnêteté des craintes russes concernant la sécurisation de leur patrie contre une invasion de l’extérieur. Dans une véritable unité de l’Europe, la Russie doit obtenir son rôle ... Nous agirions de façon irréflectie et blâmable, si nous essayerions de résoudre le problème de l’unité européenne [...] par un coup de force. Nous devons éviter la force par tous les moyens dont nous disposons. La seule union pouvant résulter de la violence est l’union dans les cendres et la mort ...» Ce sont les propos de l’ancien Premier ministre et ministre de guerre britannique *Winston Churchill*, lors de l’attribution du prix «Aachener Karlspreis» en 1956.

Aujourd’hui, presque 60 ans plus tard, la majorité des populations, également au sein des Etats occidentaux, sait que l’affirmation selon laquelle la politique russe serait une menace pour les autres Etats européens, n’est pas fondée et que la politique occidentale des 20 dernières années a été bien trop imprégnée d’arrogance et d’aspiration à l’hégémonie partout dans le monde. Une grande majorité est consciente qu’une aggravation du conflit avec la Russie coûtera très cher à tous les participants et avant tout aux Européens. Elle sait également qu’il n’existe pas d’alternative réaliste à une solution négociée et à l’entente entre les parties du conflit.

Cessez-le-feu

km. Le 5 septembre des représentants du gouvernement ukrainien et des parties du pays ayant voté en mai l’indépendance, ont signé un accord de cessez-le-feu. Cet accord a été précédé par des affrontements militaires meurtriers dans ces parties du pays engendrant des destructions lourdes, des milliers de blessés et autant de morts – cela également parmi la population civile.

Le cessez-le-feu, il faut bien le dire, n’a été possible que lorsque le gouvernement ukrainien et l’OTAN –le 1^{er} septembre déjà «Spiegel Online» titrait: «Analyse de la situation militaire: l’OTAN voit l’Ukraine déjà comme perdante dans ce conflit» – ne pouvaient plus miser sur une victoire en Ukraine.

Quoi qu’il en soit: tout être humain, encore un tant soit peu raisonnable et possédant une étincelle de compassion, espère qu’il n’y ait dans ce conflit pas davantage de victimes et de destructions. Actuellement déjà des milliers de morts – c’est de la folie!

Malheureusement, il faut en cette situation rappeler une nouvelle fois la fameuse «Paix de Westphalie» de 1648. Malheureusement, cette conclusion de paix n’est devenue possible seulement lorsque les deux parties en guerre ne pouvait plus espérer de victoire. Les négociations et leurs préparations se sont étendues pendant plus de 11 ans. Et chaque fois qu’un des belligérants croyait de nouveau pouvoir remporter la victoire, les négociations s’interrompirent – jusqu’à ce que les deux adversaires soient tellement épuisés qu’une fin de la guerre s’imposa.

Espérons qu’aujourd’hui nous serons un peu plus avancés qu’à l’époque. Espérons qu’il y aura parmi les politiciens et les militaires responsables un reste de conscience et de bon sens leur disant que chaque minute meurtrière supplémentaire représente un crime contre l’humanité.

On ne peut comprendre comment la politique actuelle des Etats-Unis, de l’OTAN et de l’UE pourrait donner satisfaction à cette exigence. En tant que citoyen, ignorant la vie intérieure de nos gouvernements, on ne peut que poser des questions sur la logique de cette politique: les Etats-Unis, l’OTAN et l’UE veulent-ils vaincre la Russie dans une guerre? Veut-on pousser la Russie à tel point dans ses retranchements pour provoquer une action irréflectie ou des émeutes à l’intérieur du pays? Veut-on de nouveau partager le continent en deux? Veut-on couper toutes les relations entre la Russie et les autres Etats européens pour pouvoir les rattacher plus étroitement aux Etats-Unis comme puissance prépondérante en Europe, leur permettant ainsi de reconquérir l’hégémonie perdue? ...

Quelques soient les motivations des politiciens européens à prendre cette voie erronée – en tant que citoyen nous ne devons l’accepter en aucun cas. Avant tout parce que cette voie est fatale et qu’il existe d’autres voies. Peut-être que ce sont des voies évoluant dans d’autres systèmes que victoire ou défaites, puissance ou impuissance, nous ou les autres. La voie des solutions négociées – et ce ne sont que celles-ci que l’humanité peut accepter de nos jours – exige comme condition préalable l’égalité et le véritable dialogue. C’est une issue à la spirale de l’aggravation du conflit.

Les exportations allemandes en Russie baissent de 20%

Selon *Euler Hermes*, entreprise assurant des crédits, les exportations allemandes vers la Russie se réduiront de 20% ou de 8 milliards d’euros au cours de cette année. Selon *Ralf Meurer*, président d’*Euler Hermes*, la situation pourrait s’aggraver de manière dramatique pour certaines entreprises. «Il y a des entrepreneurs allemands qui ne pourront tenir longtemps sans acheteurs russes», a-t-il déclaré devant le *Club international des journalistes spécialisés en économie de Francfort* («Internationaler Club Frankfurter Wirtschaftsjournalisten»). Avant tout certains constructeurs d’installations étaient vraiment fixés sur le marché russe. Et d’ajouter: «Dans ces cas, nous nous attendons même à des insolvabilités à cause du manque de clients russes. Chaque semaine, nous discutons la situation avec un grand nombre de nos clients.» Ce sont avant tout des entreprises de construction d’installations techniques, de production de voitures, de denrées alimentaires et de nourriture animale. Pendant les six premiers mois de l’année, le chiffre d’affaires avec la Russie a diminué dans les domaines de la construction des machines de 20%, de la production de voitures de 25% et de la branche alimentaire de plus de 30%. •

Source: *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 28/8/14

M. de Margerie, patron de Total: les sanctions contre la Russie sont une erreur

Selon *Christophe de Margerie*, directeur général du groupe énergétique français *Total*, les sanctions contre la Russie sont une voie erronée. «Il ne faut pas se laisser persuader que la Russie est notre ennemie», a déclaré ce manager de pointe dans une interview accordé à la «Süddeutsche Zeitung» jeudi passé.

«Notre approvisionnement en énergie dépend largement de ce voisin. Si les Américains veulent attiser le conflit pour des raisons historiques et des motifs de politique intérieure – c’est leur choix. Mais nous Européens devons résoudre cette crise différemment, sans *tout diviser en noir et blanc*.» Puis de Margerie a affirmé ne pas croire que *Vladimir Poutine* planifiait l’occupation de l’Ukraine.

Source: *Ria Novosti* du 4/9/14
(Traduction *Horizons et débats*)

«La responsabilité de ...»

suite de la page 2

que comme une menace par Moscou. Pour l’essentiel, son but était de rendre tout le continent semblable à l’Europe occidentale.

Ainsi, les Etats-Unis et leurs alliés, ont-ils cherché à promouvoir la démocratie dans les pays d’Europe orientale, à augmenter l’interdépendance économique entre eux et à les intégrer dans les institutions internationales. Ayant remporté le débat aux Etats-Unis, les libéraux ont eu peu de difficultés à convaincre leurs alliés européens de soutenir l’élargissement de l’OTAN. Après tout, étant donné les dernières réalisations de l’UE, les Européens étaient encore plus attachés que les Américains à l’idée que la géopolitique n’avait plus aucune importance et que l’ordre libéral total pourrait maintenir la paix en Europe.

Si les libéraux se sont imposés en profondeur pour dominer le discours sur la sécurité européenne au cours de la première décennie de ce siècle et même si l’alliance a adopté une politique d’ouverture à l’expansion, l’élargissement de l’OTAN a rencontré peu d’opposition de la part des réalistes. La vision du monde libéral est aujourd’hui un dogme accepté parmi les responsables américains. En mars, par exemple, le Président Barack Obama a prononcé un discours sur l’Ukraine, lors duquel il a parlé à plusieurs reprises des «idéaux» qui motivent la politique occidentale et comment ces idéaux «ont souvent été menacés par une vision plus ancienne et plus traditionnelle du pouvoir». La réponse du Secrétaire d’Etat *John Kerry* à la crise de la Crimée reflète cette même perspective: «Au XXI^e siècle, vous ne pouvez pas vous comporter comme au XIX^e siècle en envahissant un autre pays avec des prétextes entièrement inventés.»

En substance, les deux parties ont agi avec des règles de jeu différentes: Poutine et ses compatriotes ont pensé et agi selon les règles des réalistes, alors que leurs homologues occidentaux ont adhéré aux idées libérales concernant la politique internationale. Le résultat est que les Etats-Unis et ses alliés ont sans le savoir provoqué une crise majeure concernant l’Ukraine.

Le jeu du blâme contre Poutine

Dans ce même interview de 1998, Kennan a prédit que l’expansion de l’OTAN provoquerait une crise, après quoi les partisans de l’expansion diraient «on vous a toujours dit que les Russes sont comme cela». Comme il le prévoyait, les responsables occidentaux ont décrit Poutine comme le véritable coupable de la situation en Ukraine. En mars, selon la «New York Times», la chancelière allemande *Angela Merkel* a laissé entendre que Poutine était irrationnel, et aurait dit à Obama qu’il vivait «dans un autre monde». Bien que Poutine ait sans doute des tendances autocratiques, il n’y a pas la moindre preuve qu’il soit mentalement déséquilibré. Au contraire: c’est un stratège de première classe qui doit être craint et respecté par tout le monde qui l’affronte sur la politique étrangère.

D’autres analystes prétendent, d’une manière plus plausible, que Poutine déplore la disparition de l’Union soviétique et qu’il est déterminé à inverser la tendance en élargissant les frontières de la Russie. Selon cette interprétation, Poutine, ayant obtenu la Crimée, en est maintenant à se tâter pour voir si le moment est venu d’aller à la conquête de l’Ukraine, ou du moins de sa partie orientale, et il se comportera à la fin d’une manière tout aussi agressive envers d’autres pays dans son voisinage. Pour certains dans ce camp, Poutine représente un *Adolf Hitler* moderne, et conclure un quelconque deal avec lui reviendrait à répéter l’erreur de Munich. Ainsi, l’OTAN doit-elle accepter la Géorgie et l’Ukraine pour contenir la Russie avant qu’elle ne domine ses voisins et menace l’Europe occidentale.

Cet argument s’écroule lors d’une analyse soigneuse. Si Poutine s’était engagé à créer une grande Russie, des signes dans cette direction seraient apparus avec certitude bien avant le 22 février. Mais il n’y a pratiquement aucun élément prouvant qu’il prévoyait d’annexer la Crimée, et encore moins tout autre territoire en Ukraine, avant cette date. Mêmes les dirigeants occidentaux soutenant l’expansion de l’OTAN ne l’ont pas fait parce qu’ils craignaient que la Russie soit sur le point de recourir à la force militaire. Les actions de M. Poutine en Crimée ont été une surprise complète et semblent avoir été une réaction spon-

«Le comportement de M. Poutine est facile à comprendre. Il y a là une immense étendue de terres plates que les armées de la France napoléonienne, de l’Empire allemand et de l’Allemagne nazie ont traversée pour s’attaquer à la Russie elle-même. L’Ukraine est un Etat tampon de grande importance stratégique pour ce pays.»

tanée suite à l’éviction de M. Ianoukovitch. Au début, Poutine a même dit qu’il était opposé à la sécession de la Crimée, avant de rapidement changer d’avis.

En outre, même si elle le voulait, la Russie n’a pas la capacité de facilement conquérir et d’annexer l’Ukraine orientale, encore moins l’ensemble du pays. Environ 15 millions de personnes – un tiers de la population ukrainienne – vivent entre le fleuve Dniepr, qui traverse le pays, et la frontière russe. Une écrasante majorité de ces personnes veulent continuer à faire partie de l’Ukraine et s’opposerait sûrement à une occupation russe. En outre, l’armée médiocre de la Russie, qui montre peu de signes de se transformer en une «Wehrmacht» moderne, aurait peu de chance de pacifier l’ensemble de l’Ukraine. Moscou est également mal placé pour financer une occupation coûteuse; sa faiblesse économique souffrirait encore plus face aux sanctions qui en résulteraient.

Même si la Russie possédait une puissante machine de guerre et une économie impressionnante, elle s’avérerait probablement incapable d’occuper l’Ukraine avec succès. Il suffit seulement de considérer les expériences soviétiques et américaines en Afghanistan, les expériences américaines au Vietnam et en Irak et l’expérience russe en Tchétchénie pour se rappeler que les occupations militaires finissent généralement mal. Poutine a sûrement compris qu’essayer de dompter l’Ukraine serait comme tenter d’avalier un porc-épic. Ces réactions aux événements dans la région sont défensives, pas offensives.

Voie de sortie du dilemme

Etant donné que plus les dirigeants occidentaux continuent à nier que le comportement de Poutine pourrait être motivé par des préoccupations légitimes de sécurité, il n’est pas surprenant qu’ils ne modifient pas leurs propres politiques mais qu’ils punissent la Russie pour la dissuader d’entreprendre une agression supplémentaire. Bien que Kerry ait maintenu que «toutes les options sont sur la table», ni les Etats-Unis ni ses alliés de l’OTAN ne sont préparés à recourir à la force pour défendre l’Ukraine. L’Occident s’appuie au contraire sur des sanctions économiques pour contraindre la Russie de mettre fin à son soutien à l’insurrection en Ukraine orientale. En juillet, les Etats-Unis et l’Union européenne ont mis en place leur troisième série de sanctions limitées, ciblant principalement les personnes de haut niveau étroitement liées au gouvernement russe et certaines banques de grande envergure, les groupes énergétiques et les entreprises de défense. Aussi, ils ont menacé de déclencher une nouvelle série de sanctions encore plus dure, destinée à des secteurs entiers de l’économie russe.

Ces mesures auront peu d’effet. Des sanctions sévères ne sont probablement plus envisageables. Des pays d’Europe occidentale, notamment l’Allemagne, y renoncent de peur que la Russie puisse exercer des représailles et causer de graves dommages économiques au sein de l’UE. Mais même si les Etats-Unis arrivaient à convaincre ses alliés d’adopter des mesures sévères, Poutine ne changerait probablement pas ses décisions. L’histoire montre que les pays absorbent des quantités énormes de souffrance s’il s’agit de protéger leurs intérêts stratégiques fondamentaux. Il n’y a aucune raison de penser que la Russie représente une exception à cette règle.

Les dirigeants occidentaux restent également attachés aux politiques provocatrices qui ont précédé cette crise. En avril, le vice-président américain *Joseph Biden* s’est entre-

tenu avec les législateurs ukrainiens et leur a déclaré: «C’est une seconde chance de tenir la promesse faite à l’origine par la Révolution orange.» *John Brennan*, le directeur de la CIA, n’a pas aidé les choses quand, ce même mois, il a visité Kiev lors d’un voyage qui visait – selon les déclarations de la Maison Blanche – l’amélioration de la coopération en matière de sécurité avec le gouvernement ukrainien.

L’Union européenne, dans le même temps, a continué à faire avancer son Partenariat oriental. En mars, *José Manuel Barroso*, le président de la Commission européenne, a résumé la réflexion communautaire sur l’Ukraine en disant: «Nous avons une dette, un devoir de solidarité envers ce pays, et nous travaillerons pour les avoir aussi près que possible de nous.» Et bien sûr, le 27 juin, l’UE et l’Ukraine ont signé l’accord économique que M. Ianoukovitch avait fatalement rejeté sept mois plus tôt. Egalement en juin, lors d’une réunion des ministres des Affaires étrangères des membres de l’OTAN, il a été convenu que l’alliance resterait ouverte aux nouveaux membres, bien que les ministres des Affaires étrangères se soient abstenus de mentionner l’Ukraine. «Aucun pays tiers a un droit de veto sur l’élargissement de l’OTAN», a annoncé *Anders Fogh Rasmussen*, secrétaire général de l’OTAN. Les ministres des Affaires étrangères ont également convenu d’appuyer diverses mesures visant à améliorer les capacités militaires de l’Ukraine dans des domaines tels que la commande et le contrôle, la logistique et la cyber-défense. Les dirigeants russes ont naturellement protesté face à ces activités; la réponse de l’Occident ne fait qu’aggraver la crise.

Il existe une solution à la crise en Ukraine, cependant cela obligerait l’Occident à changer totalement sa vue concernant ce pays. Les Etats-Unis et leurs alliés devraient abandonner leur plan d’«occidentaliser» l’Ukraine et au lieu de cela œuvrer à ce que le pays devienne un pays-tampon neutre entre l’OTAN et la Russie, à l’instar de la position de l’Autriche pendant la guerre froide. Les dirigeants occidentaux doivent reconnaître que l’Ukraine est d’une si grande importance pour Poutine qu’ils ne peuvent pas soutenir un régime antirusse dans ce pays. Cela ne signifierait pas qu’un futur gouvernement ukrainien devrait être pro-russe ou anti-l’OTAN. Au contraire, l’objectif doit être de faire de l’Ukraine un Etat souverain qui ne se trouve ni dans le camp russe, ni dans le camp occidental.

Pour parvenir à cette fin, les Etats-Unis et leurs alliés devraient officiellement exclure l’expansion de l’OTAN vers la Géorgie et l’Ukraine. L’Occident devrait également mettre au point un plan de sauvetage économique pour l’Ukraine, financé conjointement par l’Union européenne, le *Fonds monétaire international*, la Russie et les Etats-Unis – une proposition que Moscou devrait accueillir favorablement, compte tenu de son intérêt à avoir une Ukraine prospère et stable sur son flanc ouest. Et l’Occident devrait limiter considérablement ses efforts d’«ingénierie sociale» à l’intérieur de l’Ukraine. Il est temps de mettre fin au soutien occidental en faveur d’une nouvelle Révolution orange. Néanmoins, les dirigeants américains et européens devraient encourager l’Ukraine à respecter les droits des minorités, en particulier les droits linguistiques de ses interlocuteurs russes.

Certains diront que le changement de politique à l’égard de l’Ukraine à cette date tardive nuirait sérieusement à la crédibilité des Etats-Unis dans le monde entier. Il y aurait sans aucun doute certains coûts, mais les coûts de la poursuite d’une stratégie erronée seraient beaucoup plus grands. En outre,

«Les Etats-Unis et leurs alliés européens sont confrontés à un choix sur l’Ukraine. Ils peuvent continuer leur politique actuelle, qui va exacerber les hostilités avec la Russie et dévaster l’Ukraine – un scénario dans lequel tout le monde sortirait perdant. Sinon, ils peuvent changer de direction et œuvrer à créer une Ukraine prospère et neutre, qui ne menace pas la Russie et permet à l’Occident de réparer ses relations avec Moscou. Avec cette approche, toutes les parties seraient gagnantes.»

les autres pays sont susceptibles de respecter un Etat qui apprend de ses erreurs et élabore finalement une politique traitant efficacement un problème actuel. Cette option est sans doute ouverte pour les Etats-Unis.

On entend également la réclamation que l’Ukraine a le droit de décider avec qui elle veut s’allier et que les Russes n’ont pas le droit d’empêcher Kiev de rejoindre l’Occident. C’est une façon dangereuse pour l’Ukraine de réfléchir à ses choix de politique étrangère. La triste vérité est que dans le jeu des grandes puissances la force crée souvent le droit. Les droits abstraits, tel celui à l’autodétermination des peuples, sont très souvent sans importance lorsque des Etats puissants sont confrontés à des Etats plus faibles. Cuba avait-il le droit de former une alliance militaire avec l’Union soviétique pendant la guerre froide? Les Etats-Unis ne le pensaient certainement pas, et les Russes pensent de la même manière quand l’Ukraine pense à se lier à l’Occident. C’est dans l’intérêt de l’Ukraine de comprendre ces réalités de la vie et d’avancer avec précaution face à son voisin plus puissant.

Même si l’on rejette cette analyse, en pensant que l’Ukraine a le droit de demander à rejoindre l’UE et l’OTAN, le fait demeure que les Etats-Unis et leurs alliés européens ont le droit de rejeter de telles demandes. Il n’y a aucune raison que l’Occident accueille l’Ukraine si elle est en proie à la poursuite d’une politique étrangère erronée, surtout si sa défense n’est pas d’un intérêt vital. Entériner les rêves de certains Ukrainiens ne vaut pas l’animosité et la discorde qu’ils provoqueront, notamment pour le peuple ukrainien.

Bien sûr, certains analystes pourraient dire que l’OTAN a mal géré ses relations avec l’Ukraine et maintenir que la Russie est un ennemi qui ne fera que devenir plus redoutable au fil du temps – et que pour cette raison, l’Occident n’a pas d’autre choix que de continuer sa politique actuelle. Mais ce point de vue est gravement erroné. La Russie est une puissance en déclin, et elle continuera à faiblir avec le temps. Même si la Russie était une puissance montante, elle n’aurait toujours pas de logique à intégrer l’Ukraine dans l’OTAN. La raison est simple: les Etats-Unis et leurs alliés européens ne considèrent pas que l’Ukraine soit d’un intérêt stratégique fondamental, comme leur réticence à recourir à la force militaire pour venir à son aide le révèle. Ce serait donc une grande folie de créer un nouveau membre de l’OTAN que les autres membres n’ont pas l’intention de défendre. L’OTAN s’est élargie dans le passé, parce que les libéraux ont assumé une alliance qui n’aurait jamais à honorer ses nouvelles garanties de sécurité, mais le récent jeu de puissance de la Russie montre que l’adhésion à l’OTAN de l’Ukraine pourrait mettre la Russie et l’Occident sur une trajectoire de confrontation.

S’en tenir à la politique actuelle compliquerait également les relations de l’Occident avec Moscou sur d’autres questions. Les Etats-Unis ont besoin de l’aide de la Russie pour retirer le matériel américain d’Afghanistan via le territoire russe, parvenir à un accord nucléaire avec l’Iran et stabiliser la situation en Syrie. En fait, Moscou a aidé Washington sur les trois questions dans le passé. En l’été 2013, Poutine a tiré d’affaire Obama d’une situation épineuse en obtenant de la Syrie le renoncement à ses armes chimiques, afin d’éviter l’attaque militaire américaine dont Obama l’avait menacée. Les Etats-Unis devront aussi un jour bénéficier de l’aide de la Russie, pour contenir une montée de la Chine. La politique américaine actuelle, cependant, est seulement le moteur d’une alliance plus étroite entre Moscou et Pékin.

Les Etats-Unis et leurs alliés européens sont confrontés à un choix sur l’Ukraine. Ils peuvent continuer leur politique actuelle, qui va exacerber les hostilités avec la Russie et dévaster l’Ukraine – un scénario dans lequel tout le monde sortirait perdant. Sinon, ils peuvent changer de direction et œuvrer à créer une Ukraine prospère et neutre, qui ne menace pas la Russie et permet à l’Occident de réparer ses relations avec Moscou. Par cette approche, toutes les parties seraient gagnantes.

Source: <http://histoireetsociete.wordpress.com/2014/08/21/la-faute-de-loccident-les-illusions-liberales-qui-ont-provoque-poutine-par-mearsheimer> du 21/8/14
Texte original: www.foreignaffairs.com/articles/141769/john-j-mearsheimer/why-the-ukraine-crisis-is-the-west-s-fault
(Traduction de l’anglais par «Histoire et société», révisée par *Horizons et débats*)

«L’Occident est prédateur et cannibale, se nourrissant des ressources des autres peuples et essayant d’engloutir leur avenir»

Le prix Nobel indien de littérature Rabindranath Tagore et son infatigable engagement en faveur d’un vivre-ensemble pacifique – un modèle de grande actualité

par Thomas Schaffner

C’est l’aube asiatique. Ce n’est pas seulement la «Déclaration de Shanghai», la CICA (Conférence pour l’interaction et les mesures de confiance en Asie) qui en témoigne (cf. Horizons et débats n° 14/15 du 7/7/14), c’est également l’approfondissement des relations bilatérales des pays asiatiques entre eux – sans faire référence à l’Occident. Dans la «Neue Zürcher Zeitung» du 7 juillet, Urs Schoettli parle de la césure advenue avec Narendra Modi suite au changement du pouvoir à New Delhi: concernant la modernisation du pays, le Premier ministre indien, nouvellement élu, prend pour modèles l’Asie et ses valeurs et approfondit non seulement les relations avec la Chine, mais également celles avec les «dragons asiatiques» de l’Asie orientale, en particulier Singapour et le Japon. Le fait d’avancer vigoureusement de façon pragmatique ne fait que confirmer les vues de Kishore Mahbubani. Il met justement en relief le comportement pragmatique comme étant l’une des recettes à succès des Asiatiques et il propose à l’Occident de faire de même. Cela mènerait à l’abandon de vues idéologiques étroites et d’hostilités parce que l’acteur pragmatique négocie également avec des Etats ne figurant pas parmi ses amis – car c’est la seule façon, d’arriver à d’avantage de paix dans le monde.

L’approfondissement par l’Inde, de ses relations avec le Japon et la Chine, enlève les divers fardeaux historiques dont elle était affublée. Autrefois dominée par les Anglais, ayant eu longtemps mauvaise réputation auprès de ses voisins asiatiques – elle pourrait jouer le rôle de médiateur entre l’Asie et l’Occident – selon Kishore Mahbubani, mais aussi selon Zbigniew Brzezinski. Pankaj Mishra, lui-même de nationalité indienne, nous explique dans son ouvrage «From the Ruins of Empire. The Revolt Against the West and the Remaking of Asia» [Les ruines de l’Empire. La révolte contre l’Occident et le renouveau de l’Asie] les relations tourmentées des pays mentionnés ci-dessus au cours du premier tiers du XX^e siècle. Il y explique que la phase de la prédominance de l’Occident durant 200 ans – définie par Kishore Mahbubani comme étant une «aberration historique» – n’allait pas seulement se terminer, mais qu’elle avait déjà été contestée par un réseau d’intellectuels asiatiques un siècle auparavant, unis dans la résistance face aux humiliations subies par l’arrogance raciste des Européens et des Américains. L’œuvre du prix Nobel indien de littérature Rabindranath Tagore, évoque le regard critique qui prévalait déjà en ce temps-là au sujet des disciples appliqués des Occidentaux en Asie, notamment au Japon se comportant de manière de plus en plus impérialiste.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l’éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

© 2014 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d’illustrations, de textes entiers et d’extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d’extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«De grandes civilisations ont fleuri en Orient comme en Occident, parce qu’elles ont créé la nourriture intellectuelle pour les êtres humains de tous les temps. [...] Ces grandes civilisations ont été ruinées par des gens du type de nos écoliers peu mûrs modernes – se croyant malins et critiques d’une manière superficielle, se vénérant eux-mêmes, marchandant habilement sur le marché du profit et de la puissance, efficaces en traitant les choses secondaires – qui [...] à la fin, poussés par une avidité suicidaire, mettent le feu aux maisons de leurs voisins pour être eux-mêmes finalement consumés par les flammes.»

Rabindranath Tagore, cité d’après Mishra, page 294

L’Inde – un «pays perdu»? C’est ainsi que les nombreux voisins chinois voyaient la situation à la fin du XIX^e et début du XX^e siècle. Les commerçants indiens n’avaient-ils pas fait œuvre commune avec les Britanniques dans le commerce de l’Opium? Des soldats indiens n’avaient-ils pas participé aux côtés des Européens au combat contre les Chinois lors de la révolte des Boxers? Des policiers indiens n’avaient-ils pas surveillé les Chinois dans les ports des parties contractantes sur commande des seigneurs coloniaux? En Chine, cette attitude de nombreux Indiens fut comprise comme des actes de soumission et d’aliénation volontaires. A l’encontre de la Chine, l’Inde semblait avoir perdu les liens avec son patrimoine culturel. Les exemples étaient nombreux. Par exemple, la famille dont est issu le futur prix Nobel de littérature, Rabindranath Tagore (1861–1941). Depuis le XVII^e siècle, sa famille était liée à la Compagnie britannique des Indes orientales, cette société anonyme disposant d’une plus grande armée que le pays-mère britannique, gérant des prisons privées en Inde et se comportant comme une puissance coloniale indépendante. Son grand-père était le commerçant indien le plus riche et fut reçu par la Reine d’Angleterre lors de ses fréquentes visites à Londres. Tagore naquit en 1861, quatre ans après la révolte indienne et après la création d’universités selon le modèle occidental. C’est ainsi qu’il eut contact avec les pensées occidentales. En même temps, il se rapprocha des idées réformatrices et sociales de Ram Mohun Roy (1774–1833), le «père de l’Inde moderne». Il ne défendit jamais des points de vue anti-occidentaux pointus. Il était en partie en désaccord avec Gandhi dont les paroles anticolonialistes lui semblaient trop prononcées.

La critique de l’européanisation de l’Inde

A la différence des «jeunes Bengalis», qui, tout comme les réformateurs japonais Meiji ou les Tanzimat ottomans voulaient se lier à l’Occident, Tagore était l’un des critiques les plus acerbes de l’européanisation de l’Inde. Il trouva un compagnon de route en la personne du philosophe et homme politique indien Aurobindo Ghose (1872–1950). Celui-ci grandit dans une famille bengali pro-anglaise et ressentait les Bengalis comme «grisés par le vin de la civilisation européenne» (cité d’après Mishra, p. 272) et s’inquiétait du danger encouru par l’Inde de perdre son âme en étant confrontée au matérialisme européen. Ou, comme le percevait Swami Vivekanan-

das (1863–1902), le premier guide spirituel indien affirmait: «Pour cette civilisation [européenne], le glaive était le moyen, l’héroïsme l’auxiliaire à la jouissance de la vie dans ce monde-ci et dans le prochain, le seul objectif.» (cité d’après Mishra, p. 273). De ses nombreux voyages en Europe et aux Etats-Unis, Vivekananda rapporta l’idée que les Occidentaux aussi avaient une sorte de système des castes car c’étaient les riches et les puissants qui contrôlaient tout.

Aurobindo Ghose reprocha aux Britanniques, de procéder selon la devise «La force c’est le droit» et de ne pas dominer uniquement les Irlandais de cette manière. Il se radicalisa et défendit l’idée que la paix en Asie, ne serait gagnée qu’à l’aide du «glaive asiatique». (cité d’après Mishra, p. 275)

Tagore fête la victoire des Japonais près de Tshushima en 1905

En 1881, Rabindranath Tagore se distancie de son grand-père qui jouait un rôle central dans le commerce de l’opium. De 1891 à 1901, il parcourra les villages du Bengale. Cela le persuada que le renouveau de l’Inde devait venir des villages. Sur l’arrière-fond de sa descendance conservatrice et aristocratique et de sa formation influencée par l’Occident, la valorisation de la simple vie à la campagne fut la base pour la fondation d’une école expérimentale dans le Sud-ouest du Bengale. Cette école se développa par la suite en une université internationale. Son analyse de l’Occident fut tranchante: «Etant plus scientifique qu’humain [...] il (l’Occident) recouvre le monde entier telle une mauvaise herbe foisonnante [...]». Dans ses efforts, il est prédateur et cannibale, se nourrissant des ressources des autres peuples et essayant d’engloutir leur avenir [...]. Il est puissant parce qu’il concentre toutes ses forces dans un but, tel un millionnaire faisant de l’argent sans état d’âme.» (cité d’après Mishra, p. 276)

En 1905, Tagore créa deux chansons devenues par la suite les hymnes nationaux du Bangladesh et de l’Inde. A l’occasion de la victoire japonaise de Tshushima en 1905, Tagore organisa un défilé de la victoire dans son école. En 1902 déjà, il avait dit: «Suite à l’accentuation du conflit avec les étrangers, notre zèle de nous comprendre nous-mêmes et de nous retrouver augmente. Nous pouvons constater que nous ne sommes pas les seuls à vivre cette situation. Le conflit avec l’Europe réveille toute l’Asie civilisée. L’Asie est aujourd’hui en train de se reconnaître avec



ISBN 978-3-10-048838-1

toutes ses forces et de prendre conscience d’elle-même. Elle a compris ce «Connais-toi toi-même», car c’est la voie de la liberté. L’imitation c’est la destruction.» (cité d’après Mishra, p. 277)

Pour un cosmopolitisme asiatique et ...

Tagore refusa le nationalisme militant indien accompagné d’attentats et attaques terroristes. En 1917, il critiqua dans le monde entier l’idée du nationalisme. L’idée de la nation devint pour lui une «machine à faire des affaires». Les êtres humains «étant fortement formés», un «culte de l’égoïsme se développa», détruisant les bases vitales de l’humanité toute entière. Son idéal était un cosmopolitisme asiatique: «L’Inde n’a jamais ressenti un vrai nationalisme [...]». Je suis fermement convaincu que mes compatriotes vont gagner leur Inde en s’opposant à la théorie affirmant qu’un pays est plus grand que les idéaux de l’humanité.» (cité d’après Mishra, p. 277) . Du point de vue de la Suisse, il faut se souvenir de Jean-Rodolphe de Salis, et préciser que l’idée du nationalisme, notamment celle de 1917, était une toute autre comparé à un Etat fédéral, organisé du bas en haut, d’une nation née de la volonté de ses citoyens de vivre ensemble telle la Suisse, où la souveraineté populaire est assurée par les instruments de la démocratie directe: «L’Etat fédéral suisse – faut-il constamment le répéter? – est une création politique. Le patriotisme de ses citoyens est dans son essence l’expression coopérative, démocratique et fédéraliste de la nation – si l’on peut utiliser ce terme en parlant de la Suisse – et elle prend une toute autre forme que dans d’autres pays européens.» (von Salis, p. 111). Dans ce contexte, Tagore ne peut pas être instrumentalisé comme avocat d’une grande construction centraliste, telle par exemple l’UE voulant faire disparaître les Etats-nations. Ces états eux-mêmes sont de grandes constructions centralistes à la démocratie représentative, où la souveraineté populaire n’est pas ou incomplètement réalisée.

... contre le culte de l’égoïsme

Si, en 2014, des Etats entiers vont devoir se soumettre aux multinationales comme le prévoient les opposants à l’Accord de libre-échange transatlantique TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) ainsi que Zbigniew Brzezinski exigeant de l’Europe d’abandonner le principe de l’Etat social et de suivre le modèle de l’homo oeconomicus en présentant l’UE élargie vers l’Est et l’OTAN comme les principaux éléments de l’hégémonie américaine, alors nous comprenons mieux la critique de Tagore. Elle corres-

J. R. von Salis: L’esprit national en Suisse – un contrepoids au nationalisme d’autres pays

«L’Etat fédéral suisse – faut-il constamment le répéter? – est une création politique. Le patriotisme de ses citoyens est dans son essence l’expression coopérative, démocratique et fédéraliste de la nation – si l’on peut utiliser ce terme en parlant de la Suisse – et elle prend une toute autre forme que dans d’autres pays européens.»

J. R. von Salis: Schwierige Schweiz. Zurich 1968, p. 111

Cela exige une pure volonté d'impartialité ...

«Le squelette de toute historiographie est une analyse des faits claire et aussi objective que possible sur la base des sources et des descriptions existantes. Ni l'historiographe, ni son lecteur ne doivent se permettre d'interpréter les faits selon leurs propres préjugés concernant ces choses. Cela exige cependant un effort intellectuel non négligeable et une pure volonté d'impartialité que de changer, suite à l'étude approfondie des faits, les points de vue, auxquels on s'était habitué depuis longtemps.»

J.-R. de Salis, Weltgeschichte der neuesten Zeit, volume II. Zurich 1955, p. 1

«L'Occident est prédateur et ...»
suite de la page 5

pondrait plutôt à l'UE supranationale en tant que «forteresse européenne». Une construction centraliste aux frontières hermétiquement closes au Sud et décidant, sans consulter la population, de prendre des sanctions envers son voisin russe – une telle UE égocentrique, ne représente-t-elle pas également cet esprit étroit que Tagore décrivit avec la formule «un pays est plus grand que les idéaux de l'humanité»? Quelle différence avec la Suisse, nation née de la volonté de ses citoyens de vivre ensemble avec beaucoup d'étrangers naturalisés et un pourcentage d'étrangers élevé, comme on n'en trouve guère dans d'autres Etats européens, cosmopolite, parlant une multitude de langues et abritant les sièges d'importantes organisations internationales. Les idées de Tagore et le modèle suisse ne sont pas forcément en contradiction, mais difficiles à comparer. Ce qui n'est pourtant certainement pas acceptable, c'est que ses idées soient instrumentalisées, non seulement au profit d'une grande UE mais aussi d'une formation mondiale comme le «novo ordo seclorum», le nouvel ordre d'un seul monde – selon l'idée propagée par *George H. Bush* en 1991 – donc la domination du monde par les «élites» financières, économiques, militaires et médiatiques.

Gandhi: ne pas ériger «un régime anglais sans Anglais»

Mohandas Karamchand Gandhi, ami de longue date de Tagore, utilisa les mêmes arguments que celui-ci. En 1909, il écrivit dans une lettre adressée aux nationalistes hindous – des personnes proches des idées de *Bankim Chandra Chatterjees* (1838–1894) ayant adapté plus tard des éléments des partis fascistes italiens et allemands – que les nationalistes ne faisaient que remplacer un souverain par un autre, érigeant en Inde «un régime anglais sans Anglais».

Gandhi savait de quoi il parlait. Car en tant que jeune homme, il avait lui-même tenté de devenir plus anglais que les Anglais. En tant que juriste formé à Londres, il ne changea d'avis que suite à une série d'humiliations racistes qu'il subit notamment en Afrique du Sud. Tout comme *Lénine* et *Rosa Luxemburg*, Gandhi reconnut le lien entre l'impérialisme et le capitalisme, mais sa réflexion fut plus approfondie par une critique radicale de la civilisation moderne. Celle-ci est focalisée sur la croissance économique et a recours à la force pour atteindre la souveraineté politique tout en étant dépourvue d'une compréhension globale de l'harmonie sociale et de la liberté spirituelle. La révolution industrielle a fait de la prospérité l'objectif principal, a détruit la religion et l'éthique et soumis l'homme à la domination des machines. La force spirituelle et la conscience morale sont les bases d'une véritable civilisation. Il faut avoir de la compassion envers ses adversaires politiques car eux-aussi sont victimes de la violence, de l'avidité des forces séculaires. Satyagraha, littéralement saisir la vérité, c'est-à-dire l'idée de la réalisation pacifique de ce qu'on a reconnu comme vrai, est important pour tous les êtres humains. Avant qu'un pays puisse se renouveler, il faut que l'homme se renouvelle. Voilà une conception que les auteurs classiques allemands – maudits par les étudiants néo-marxistes soixante-huitards – auraient également soutenus: la belle âme, purifiée de ses passions, représen-

«Voilà ce qui reste de l'autodétermination nationale: c'est une honte.»
Indignation asiatique sur les Traités de paix parisiens de 1919

ts. La Première Guerre mondiale se termine par la Conférence de Paix à Paris. Les représentants des puissances européennes et des Etats-Unis y participèrent ainsi que des envoyés des colonies ou des pays partiellement colonisés qui, pendant la guerre, s'étaient alignés à côté de leurs seigneurs européens en leur mettant à disposition des centaines de milliers de soldats et de mains d'œuvres. Ils espéraient des colons européens qu'une fois la guerre terminée, ils se montreraient reconnaissants à leur égard en leur rendant leur liberté. Ils arrivèrent tous à Paris, de Chine, d'Inde, du Vietnam, de l'Egypte, de l'Iran etc. mais leurs espoirs furent vite anéantis.

Un intellectuel dont il était question dans nos colonnes (cf. *Horizons et débats*, n° 10 du 12/5/14) représenta la Chine. Il s'agissait de *Liang Qichao*. Son but: la levée de tous les «traités inégaux» et la suppression de tout musellement afin que la Chine puisse prendre place d'égal à égal en tant qu'Etat-nation souverain dans le nouvel ordre mondial. Le président des Etats-Unis s'était même engagé en faveur du droit à l'auto-détermination des nations! On misait donc entièrement sur les Etats-Unis qui sortaient de la Guerre comme puissance financière la plus forte du monde. Le Plan de paix en 14 points du président *Wilson* ne prévoyait pas seulement le libre commerce mais également le gouvernement par le peuple, la liberté sur les mers, la restriction de l'armement, des droits pour les petites nations ainsi qu'une Société des Nations garante de la paix. Ce Plan en 14 points encouragea donc les forces préconisant l'Etat-nation en Egypte, en Turquie ottomane, en Inde et ailleurs de braver les puissances coloniales européennes.

En 1919, les pays asiatiques misent sur le président américain Wilson ...

Notamment l'Inde qui pendant la Première guerre mondiale mit plus d'un million d'hommes, soldats et main-d'œuvre à la disposition des Britanniques, espérait se libérer du joug colonial. Ainsi *Rabindranath Tagore*, prix Nobel de 1913, écrivit, début 1919, à *Romain Rolland*, écrivain lui aussi, citoyen du monde et pacifiste de la première heure: «Sur le gigantesque continent asiatique on trouve à peine un endroit où les hommes éprouvent encore un amour réel pour l'Europe.» (cit. d'après *Mishra*, p. 235). Et en Chine, un recueil des discours du président américain *Wilson*, fut un best-seller. L'attente envers les Etats-Unis était grande et d'autant plus grande fut la déception lorsqu'ils réglèrent avec la France et la Grande-Bretagne toutes les questions importantes à huis clos. La Chine fut exclue de la table des grands et reléguée au même niveau que la Thaïlande et la Grèce. Beaucoup de représentants asiatiques ne furent même pas écoutés lors de la conférence, de même pour l'Iran, la Syrie et l'Arménie. *Ho Chi Minh*, à l'époque pauvre ouvrier non spécialisé à Paris, se montra dégoûté des Français qui n'avaient pas hésité à recruter 100 000 Vietnamiens comme chair à canon, par contre il attendait beaucoup de *Wilson*; au contraire de *Lénine* qui, lui, en 1916 avait déjà désigné l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme et réglait impitoyablement ses comptes avec les Etats-Unis. Après la Révolution d'octobre, Lénine et ses camarades encouragèrent les peuples asiatiques à se débarrasser du joug des «voleurs et oppresseurs» impérialistes. Cette orientation anti-impérialiste de l'URSS

tant la base d'un monde meilleur. Ce n'est pas de la lutte des classes et de la révolution qu'émerge le «nouvel homme» – dans l'histoire, cela a en réalité toujours provoqué un bain de sang sans pareil, perpétré de façon fanatique et idéologique.

En 1930, Tagore est reçu par le président américain Hoover

Tagore, en relation avec Gandhi jusqu'à sa mort en 1941, obtint le prix Nobel de littérature en 1913. Partout dans le monde, il tient des conférences en faisant salles combles. En 1930, le président *Hoover* le reçut à Washington. Tout cela fut possible, malgré sa condamnation de l'Occident comme étant une force

fut applaudie par la Corée, la Perse, l'Inde, l'Egypte et la Chine. Aussi l'Internationale communiste (IC) soutenait-elle la fondation de partis communistes locaux dans les pays asiatiques.

... bien que Wilson préconise la prédominance de la «race blanche»

Au début, Wilson bénéficia de plus d'estime que Lénine parmi les élites asiatiques parce que les agences de presse, notamment *Reuters*, ancien ennemi d'*Al-Afghani*, se trouvaient entre les mains des Occidentaux diffusant le message que les Bolchévistes était un fléau dangereux.

Si la soumission de Haïti et du Nicaragua comme protectorats militaires états-uniens était peu connu en Asie, il en était de même de la marginalisation des «Asian Americans» aux Etats-Unis. *Wilson* jouissait de sa renommée d'anti-impérialiste même si ses «mises au point» ci-dessous sur les peuples colonisés étaient inacceptables. Aussi *Mishra* expliquait-il que pour *Wilson* – et bien qu'il le regrettait «l'impérialisme européen consistait à occuper physiquement des pays lointains et des régions d'influence. Il pratiquait sa politique de «porte ouverte», sans se rendre compte que le libre commerce, le troisième point du plan en 14 points pouvait avoir, pour les pays économiquement faibles, des effets accablants» (*Mishra*, p. 241).

Ce qui également ne fut pas ou peu connu dans le monde asiatique: Wilson se trouvait en effet dans le sillon de *Kipling* avec sa rhétorique du «fardeau de l'homme blanc». Provenant des Etats du Sud, le président américain n'avait pas seulement l'habitude de faire des «blagues» sur les «Noirs», il prônait également qu'il fallait apporter le droit et l'ordre aux «peuples moins civilisés» tels que les Philippins et les Portoricains puisqu'ils «étaient finalement les enfants et nous, les adultes». En 1917, il avait mis l'accent sur l'obligation des Etats-Unis de se tenir à l'écart de la guerre «afin que la race blanche reste forte face à la race jaune – par exemple les Japonais». Ainsi les Etats-Unis, sortis indemnes, pourraient garantir «le maintien de la civilisation blanche et de sa prédominance sur la planète.»

Mao sur Wilson: «une fourmi dans une poêle chaude»

Dans la pensée de *Wilson*, le droit à l'auto-détermination des nations se rapportait à l'Europe, à la Pologne, à la Roumanie, à la Tchéquie et à la Serbie – et non pas à l'idée que les Britanniques et les Français devraient renoncer à leurs colonies. *A Mishra* donc d'en conclure: «Wilson aurait pu saisir l'occasion quand, au printemps 1917, il avait appris, pour la première fois, l'existence des accords secrets fixant la manière dont la Grande-Bretagne, la France, le Japon et l'Italie répartiraient nombre d'empires entre eux après la Guerre. L'entrée en guerre des Etats-Unis aurait pu dépendre de ce que les Alliés annulent ces accords secrets. Au lieu de le faire, il se comporta comme si ces accords n'existaient pas, il essaya même d'empêcher leur diffusion aux Etats-Unis après que les Bolchévistes eurent dévoilé leur existence au monde entier» (*Mishra*, p. 243). Quand *Wilson* dut se mettre d'accord à Paris que l'Allemagne, suite à la pression des puissances victorieuses, soit exclue de la Société des Nations, dans le Hunan lointain, *Mao*

destructrice basée sur le culte de la force et de l'argent et que sans la sagesse spirituelle orientale, il perdait toute mesure. Il compara la civilisation occidentale à une machine: «La machine trouve son seul épanouissement dans son rendement. Dans sa recherche du succès, il n'y a pas de place pour des questions d'ordre moral, ce serait insensé.» (cité d'après *Mishra*, p. 284)

Le nationalisme naissant au Japon, allant de pair avec un impérialisme militarisé pré-occupait beaucoup Tagore: pour lui, le Japon n'était qu'une copie de l'Occident. Lors d'une conférence à Pékin, il déclara: «A la

Zedong, à l'époque âgé de 25 ans, regretta de tout cœur le président américain le comparant à «une fourmi dans une poêle chaude». Et ce même *Mao* de commenter le fait que ni l'Inde ni la Corée y furent entendues: «Voilà donc ce qui reste de l'autodétermination nationale: c'est une honte.» (cit. d'après *Mishra*, p. 245).

Ho Chi Minh: «Ce fut par patriotisme que je commençai à croire en Lénine»

L'année 1919 marqua une césure – moins pour les puissances occidentales qui devaient, à long terme, constater un déplacement du centre en direction de Washington ainsi que l'éclosion d'une semence revanchiste allemande par rapport à «l'humiliation de Versailles» – mais qui, avec leurs colonies et leur protectorats, restaient pourtant en selle. En Asie, par contre, des partis de masse se formèrent faisant front au racisme ouvert des Occidentaux – ceci en Indonésie et en Inde, là notamment après le massacre d'Amritsar du 13 avril 1919 où des soldats britanniques abattirent 400 hommes sans défense. Quant à *Ho Chi Minh*, ce fut en 1921 qu'il devint communiste: «Ce fut le patriotisme et non pas le communisme qui me fit croire en Lénine, écrivit-il plus tard» (cit. d'après *Mishra*, p. 249).

L'assertion du Britannique *Lloyd Georges* disant que les Turcs étaient «une gangrène cancéreuse humaine, une maladie insidieuse dans la chair des pays mal gouvernés par eux, faisant pourrir chaque nerf vital» (cit. d'après *Mishra*, p. 250) se range dans la tradition d'un pays qui fut le premier à ériger des camps de concentration (en Afrique du Sud, lors de la guerre anglo-boer, notamment contre les Boers qui étaient des Blancs comme eux). Il est vrai que cette affirmation n'avait pas de quoi nourrir les espoirs parmi les peuples colonisés ...

La victoire d'Atatürk – comparable à la victoire japonaise à Tsushima

Quand les Britanniques et les Français occupèrent Istanbul en 1920, après avoir attribué l'Anatolie occidentale à la Grèce, le choc fut profond parmi les musulmans dans le monde entier. Le soulagement fut d'autant plus grand quand *Mustafa Kemal*, nommé plus tard *Atatürk*, repoussa toutes les troupes étrangères du sol turc. Le destin de la population civile grecque en Asie mineure est une autre affaire dans le grand livre de l'Histoire. En Inde, Atatürk fut nommé, par son action, «l'épée de l'Islam» – sa victoire à l'Est fut comparable à celle des Japonais au large de Tsushima. L'autodétermination dont parlait *Wilson* ne pouvait être acquise que par les armes et ce fut la leçon que l'Asie tira de ces expériences.

Les victoires d'Atatürk trouvèrent leur plus grand écho en Chine, car elle fut dupe à deux reprises. À la différence des Indiens, des Ottomans, des Egyptiens et des Coréens, les Chinois furent représentés à la Conférence de Paix de Paris de manière appropriée. La Chine avait mis à la disposition des Alliés des centaines de milliers de main-d'œuvre et était entrée en guerre à leur côté. Elle se retrouva pourtant parmi les perdants puisque la France et la Grande-Bretagne, ne voulant pas pénaliser davantage le Japon, insistèrent sur le maintien de leurs colonies. Or, la Chine ne récupéra même pas Shandong – Shandong région natale et prestigieuse de Confucius et berceau de la civilisation chinoise. Le Japon resta l'occupant. Même au sein des Etats-Unis, des députés se révoltèrent face à cette trahison qui «serait, dans les yeux de chaque peuple, une honte et une humiliation», selon le Sénateur *William Borah* (cit. d'après *Mishra*, p. 252).

«Puissance égale droit» – combien de temps encore?

Le Chinois *Liang Qichao* constata que le dicton «puissance égale droit» était toujours en vigueur, mais que les mots clefs tels justice et humanisme n'étaient que des chimères et que la Chine ne pouvait compter que sur elle-même. Voilà là des conclusions que *Kishore Mahbubani* partage en reprochant à l'Occident une politique de double standard. Des prises de conscience que nous, Occidentaux, ne devrions pas passer outre dans les relations avec les pays asiatiques – et pas non plus quand il s'agit de notre propre Histoire. •

«L’Occident est prédateur et ...»
suite de la page 6

fin, la force physique ne dominera pas [...]. Vous êtes la race existante la plus ancienne, parce que votre foi préférant la bonté plutôt que la force, vous nourrit depuis des siècles.» (cité d’après Mishra, p. 289)

Critiqué par le PCC, plus tard réhabilité en tant qu’anti-impérialiste

L’orientation de Tagore vers *Confucius* et le bouddhisme déclencha à son égard, une campagne de dénigrement virulente par le jeune Parti communiste chinois. Il a été insulté d’être un esclave, voulant «indianiser» la jeunesse chinoise. On ne voulait pas de philosophie, mais du matérialisme, on en avait assez des théories à la Confucius et à la Mencius. On distribua des tracts contre lui à ses réunions. Seule une protection rapprochée put le sauver des attaques violentes. Mais on lui causait du tort. Ainsi l’écrivain chinois *Lu Xun* (1881–1936) concéda plusieurs années plus tard que Tagore avait été un anti-impérialiste. Et en effet: Tagore déclara en 1930 lors d’une réunion à New York, en présence du président *Roosevelt*, que l’époque présente appartenait certes à l’Occident et que le monde devait lui être reconnaissant pour les sciences. Mais: «Ils exploient ceux, qui sont désarmés et ils abaissent ceux, qui malheureusement acceptent cette offre.» (cité d’après Mishra, p. 295)

Tagore met en garde contre «les écoliers peu mûrs de l’Orient»

Comme mentionné ci-dessus, Tagore reconnut que très tard, que le Japon, son grand porteur d’espoir, dont il avait longtemps sous-estimé son militantisme, s’était «infecté avec le virus de l’impérialisme européen». (cité d’après Mishra, page 293) Peu avant sa mort, Tagore s’est montré profondément pessimiste: «Nous sommes une bande de malheureux. Où voulons-nous lever nos yeux? Les jours, où nous nous orientions sur le Japon, sont passés.» (cité d’après Mishra, p. 293) Il dit cela en 1938, après que le Japon ait occupé en 1931 la Mandchourie et qu’il ait attaqué le territoire central de la Chine. Dans l’un de ses derniers essais, il met en garde contre «les écoliers de l’Orient» empressés:

«La plante soigneusement entretenue, mais empoisonnée de l’égoïsme national diffuse ses graines dans le monde entier, à la joie de nos écoliers peu mûrs de l’Orient, parce que la récolte de ces graines – la récolte de l’antipathie avec son circuit infini du renouvellement – porte un nom occidental mélodieux. De grandes civilisations ont fleuri en Orient comme en Occident, parce qu’elles ont créé la nourriture intellectuelle pour les êtres humains de tous les temps. [...] Ces grandes civilisations ont été ruinées par des gens du type de nos écoliers peu mûrs modernes – se croyant malins et critiques d’une manière superficielle, se vénérant eux-mêmes, marchandant habilement sur le marché du profit et de la puissance, efficaces en traitant les choses secondaires – qui [...] à la fin, poussés par une avidité suicidaire, mettent le feu aux maisons de leurs voisins pour être eux-mêmes finalement consumés par les flammes.» (cité d’après Mishra, p. 294)

La charte de l’ONU comme base pour la paix – malgré certaines contradictions systémiques

Ce que Tagore prédit ici, il ne dut heureusement plus le vivre, car il mourut en 1941. Ce que l’avidité des deux côtés peut causer, se montra dès 1941 dans la guerre faisant rage dans le monde entier et qui se termina par le largage de deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki. Mais la nourriture intellectuelle requise par Tagore atteignit l’humanité par la Charte de l’ONU, la base fortement louée par Kishore Mahbubani pour un ordre mondial pacifique – même si elle a encore des défauts telle la «contradiction systémique entre la souveraineté des Etats et le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes» (Professeur *Köchler* lors d’une conférence en Suisse au printemps 2014). Une contradiction, pouvant être utilisée pour de terribles guerres guidées par des intérêts matériels, ou alors pour trouver des solutions pacifiques aux conflits, si l’on laisse faire les gens sur place, c’est-à-dire, qu’on les laisse décider eux-mêmes, comment ils veulent organiser

«Unir les peuples asiatiques contre l’Europe – moyen légitime d’autodéfense»

ts. «Notre pays aussi souffre de cette humiliation [l’exploitation par les Européens, ts.]. Les Turcs sont des Asiatiques comme nous. [...] C’est pourquoi, ils sont venus chez nous pour nous assurer de leur amitié.» (cité d’après Mishra, p. 158). Dans une phase précoce du panasiatisme, un journal japonais a ainsi salué une légation de l’Empire ottoman qui visitait le Japon en 1889 par voie maritime. Les hôtes de la Sublime Porte avaient pour but d’étudier le modèle japonais pour mieux s’armer contre les puissances européennes.

Le Japon était pour les Jeunes-Turcs qui ont construit ensuite un Etat-nation sur les ruines de l’Empire ottoman, un modèle inspirateur, en particulier après son accord maritime avec la Grande-Bretagne en 1902 et sa victoire à Tsushima en 1905 contre la Russie. On a intentionnellement ignoré la violence, le militarisme et le racisme. Car, comparé aux puissances occidentales, le pays du soleil levant n’était déjà pas en reste quant à ces moyens à cette époque et encore moins ultérieurement.

Clé du succès du Japon: ne pas perdre le pouvoir sur le système financier

Mais en quoi consistait le succès du Japon? Dans la restauration de Meiji, une partie de l’élite japonaise avait reconnu leur retard dans les domaines de la science et de la technique. On envoya alors des étudiants et des légats expérimentés à l’étranger, on alla chercher des spécialistes et on commença l’édification d’un nouvel Etat-nation moderne. Ainsi, en 1889, une constitution basée sur le modèle occidental fut votée, alors même que l’Empereur détenait une position divine.

Si des pays comme l’Empire ottoman, la Chine et l’Egypte échouèrent dans leur modernisation, le Japon avait l’avantage d’avoir une population homogène, des anciennes élites s’opposant à peine ou participant aux innovations et, pas comme en Egypte, il affirma son pouvoir sur le système financier. Avec beaucoup d’habileté diplomatique, on réussit à résilier les traités inégaux! Ainsi, les Britanniques renoncèrent en 1894 à leurs droits ex-territoriaux. La modernisation commença à poser des problèmes lorsque le Japon, dans la même année, attaqua la Chine à cause de sa prédominance sur la Corée et en sortit vainqueur ce qui justifiait que «la civilisation n’était pas un monopole de l’homme blanc». (cité d’après Mishra, p. 163) D’autres estimaient que «le véritable anniversaire du Nouveau Japon commença avec la conquête de la Chine». (cité d’après Mishra, p. 164)

Les blancs considérèrent les Japonais «proches des singes» ...

Malgré tous les côtés négatifs, l’ascension du Japon trouva quand même une énorme résonance dans toute l’Asie: si autrefois, les Blancs (auraient) considéraient les Japonais comme «proches

des singes» (cité d’après Mishra, p. 164) déclare le journaliste japonais Tokutomi Soho, «maintenant, on n’a plus honte d’être Japonais [...] Autrefois, nous ne nous connaissions même pas nous-mêmes et le monde ne nous connaissait pas non plus. A présent que nous avons testé nos forces, nous nous connaissons et le monde nous connaît.» (cité d’après Mishra, p. 164)

Ce même Soho, partisan des droits et libertés individuels, s’engagea alors pour un impérialisme japonais afin de briser «le monopole mondial de la race blanche». (cité d’après Mishra, p. 165)

Réseau transnational d’intellectuels asiatiques contre l’impérialisme occidental

Le Japon devint la Mecque des combattants pour l’indépendance de toute l’Asie, en particulier après la victoire contre la Russie déjà mentionnée plusieurs fois et faisant date. Toutefois outre Tokyo, des intellectuels asiatiques se rassemblèrent aussi à Chicago, Berlin, Johannesburg et Yokohama. Beaucoup allèrent à l’étranger pour leur formation professionnelle, Gandhi à Londres, Lu Xun au Japon et Sun Yat-sen à Honolulu. Ainsi, un réseau transnational se développa, capable d’avoir de l’influence dans les pays d’origine de ces Asiatiques exilés. Le but des partisans du panasiatisme, du panislamisme et du panarabisme était l’union contre les puissances impérialistes occidentales. Ainsi, l’intellectuel musulman Abdurreshid Ibrahim, un grand voyageur né en Russie, admirateur de al-Afghani, écrivit en 1909 dans divers magazines japonais: «C’est d’abord le désaccord des peuples asiatiques qui permet aux puissances occidentales de pénétrer en Asie. Si les peuples asiatiques ne reconnaissent pas ce défaut et ne surmontent pas leur désaccord intérieur, ils n’auront pas d’avenir.» Et Ibrahim de continuer: «L’effort d’unifier les peuples asiatiques contre l’Europe est un moyen légitime de notre autodéfense». (cité d’après Mishra, p. 207s.)

Un musulman russe désigne le Japon comme sauveur

Ibrahim, le grand voyageur panasiatique, Russe musulman exilé, fonda par la suite à Tokyo le magazine Islamic Fraternity, en coopération avec un exilé égyptien et un Indien. Tous deux avaient fui devant les Britanniques de leurs pays occupés – une union de victimes de l’impérialisme, assez inhabituelle pour l’observateur occidental. Kishore Mahbubani nous soupçonne, nous les Occidentaux, de douter que les Asiatiques puissent vraiment penser, sans parler d’agir. «Can Asians think?», titre provocateur et révélateur, en même temps qu’accusateur, du livre de Mahbubani, plus d’un siècle après les événements décrits par Mishra!

L’épisode suivant de l’histoire mondiale contraste encore plus avec tous

nos modèles historiques occidentaux: en 1909, notre musulman russe Ibrahim voyage avec le soutien de la société secrète du Dragon noir à Istanbul pour, de là, informer les musulmans de Chine et des colonies britanniques et hollandaises qu’un sauveur est déjà à leur disposition: le Japon!

Première Guerre mondiale: dans les cœurs des Asiatiques, les lignes de front apparaissaient autrement

Il faut lire la phrase suivante de Mishra trois ou quatre fois pour en classer les interconnexions: «Pendant la Première Guerre mondiale, il [Ibrahim] forma en Allemagne un «bataillon asiatique» composé de prisonniers de guerre russes pour combattre les Britanniques en Mésopotamie.» Bien sûr, les musulmans russes ne combattaient pas pour l’Allemagne mais pour la libération de l’Asie et des musulmans – et là, la Grande-Bretagne était l’adversaire par excellence! Pour nous les Occidentaux, lors de la Première Guerre mondiale, c’est avant tout les grands Etats-nation centralistes qui se combattaient mutuellement, «Allemands» contre «Britanniques» pour les peuples asiatiques, la situation se présentait autrement: maintes personnes étaient contraintes de combattre sous les drapeaux de leur oppresseur – pourtant dans leur cœur, les lignes de front étaient tout autre ...

«10000 «Annamites» ont moins de valeur qu’un chien français?»

Pour Mishra, le Vietnamien Phan Boi Chau (1867–1940) fut l’autre exemple montrant que de nombreux Asiatiques ont porté tous leurs espoirs sur le Japon en tant que sauveur. Son texte intitulé «Histoire de la perte du Vietnam» fut imprimé dans le magazine de Liang Qichao au Japon. On le trouva plus tard sous forme de livre aux confins du pays et il devint la bible de Ho Chi Minh et des anticolonialistes du Vietnam. Très tôt, Phan Boi Chau avait écrit dans un mélange de honte, de stupeur et de colère sur l’agression des Français dans son pays: «Depuis l’installation du protectorat, les Français ont pris le pouvoir sur tout, même sur la vie et la mort. La vie de 10000 «Annamites» a moins de valeur que celle d’un chien français et 100 Mandarins profitent de moins d’estime qu’une femme française. Comment cela est-il possible que ces gens aux yeux bleus et à la barbe blonde qui ne sont ni nos pères ni nos frères aînés s’assoient sur nos têtes et défèquent leurs excréments sur nous?» (cité d’après Mishra, p. 208) Malheureusement, les Vietnamiens ont dû supporter d’autres guerres dans la deuxième moitié du XX^e siècle – avec les conséquences ultérieures connues pour ne citer que les tonnes de poison Agent Orange répandues. Vu les démonstrations de force entre les USA et la Chine en Extrême-Orient, il reste à espérer que le Vietnam ne devienne pas de nouveau l’enjeu dans le grand échiquier d’un Zbigniew Brzezinski ...

Courrier✉des lecteurs

Il faut y regarder très soigneusement ...

Le rapport détaillé de *Thomas Schaffner* sur Al-Afghani et sur le livre de *Pankaj Mishra* est vraiment très intéressant. Il démontre, entre autres, à quel point il est difficile, même en examinant les choses de près, d’obtenir une image claire des personnalités historiques et de leur œuvre. Puis, à quel point, il était (et est) difficile, pour les personnes politiquement actives, d’avoir un comportement «juste» dans les situations complexes de la réalité dans laquelle ils vivaient ou vivent. Ou en d’autres termes: à quel point, il faut être prudent, si nous voulons nous former une opinion sur l’œuvre de personnages historiques. Je ne veux pas dire qu’il est impossible de se former une opinion. Mais il faut y regarder

très soigneusement et toujours tenter de comprendre les manières de penser, les motivations et les actes en relation avec la situation complexe des époques respectives.

En outre, il démontre également à l’aide d’un petit exemple, comment, depuis de nombreuses décennies et siècles, le monde islamique a été confronté à la pensée et aux actes du colonialisme européen, ce qui rend l’actualité un peu plus compréhensible. Nous connaissons beaucoup trop peu ces événements et il serait sage de s’instruire soigneusement avant de classer les acteurs dans le monde en bons et méchants. Merci beaucoup.

Christian Fischer, Cologne

«La voix du citoyen»

En souvenir de Frédéric Walthard (1921–2014)

par René Roca, historien



Frédéric Walthard
(photo jk)

impressionnante, engagée sans précédent tout au long de sa vie pour l'économie et la politique suisse.

Frédéric Walthard est né le 13 mars 1921 à Faïdo, dans le canton du Tessin. Son père, ingénieur, a travaillé dans les Balkans et en Turquie dès 1911. Ainsi Frédéric a passé sa jeunesse et sa scolarité à Sofia en Bulgarie et a passé son baccalauréat en 1939. Il a suivi des études à Sofia et à Berne et il a fait l'école de recrues et le service actif en Suisse. Entre 1944 et 1971, Walthard était actif comme diplomate et juriste, à la fin en tant que secrétaire général du Département fédéral de l'économie sous la présidence du conseiller fédéral Hans Schaffner. Son activité diplomatique l'a conduit au centre des événements politiques mondiaux, soit à New York, Washington, Paris, Bruxelles et Genève.

Il faut souligner particulièrement Genève où Walthard, dans sa fonction de suppléant du chef de la délégation, a contribué à la fondation de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Avec l'AELE il soutenait une alternative à l'Union européenne (UE), structure supranationale dont il avait horreur en tant que «souverainiste». Il insistait toujours sur l'importance de l'indépendance et de la souveraineté des Etats-nations garanties jusqu'à nos jours par l'AELE et c'est encore dans un de ses derniers articles qu'il aborde le développement de l'UE; une UE qui se mue de plus en plus en un colosse de

puissance politique et qui faute de penchant pour une diplomatie raisonnable court à la confrontation (cf. la Russie).

Après sa carrière diplomatique, Walthard fut promu chef de la Foire suisse d'échantillons à Bâle (Muba) de 1971 à 1988. Il a assumé cette fonction en véritable pionnier. Il a ouvert la foire aux produits et aux exposants étrangers (entre autres aux pays du bloc de l'Est et à la Chine). En pleine guerre froide de tels contacts constructifs représentaient un contre-poids bénéfique. De 2005 à 2007 Walthard a publié une autobiographie en trois volumes qui est digne d'être lue. Il y évoque son parcours de manière complète et détaillée.¹

Depuis sa démission en 1988, il consacrait une partie de son temps à la création artistique, surtout à la peinture, afin de trouver calme et détente. D'autre part vu ses connaissances diplomatiques et politiques, il publiait inlassablement sur des questions actuelles de politiques intérieure et extérieure. Cet engagement

était immense et servait tout d'abord, selon Walthard, à «la préservation de la démocratie suisse autonome face à ce bloc supranational antidémocrate de l'Union européenne en cours de réalisation».² Il ne se lassait pas de suivre l'actualité politique. Dans ses articles il s'engageait en faveur d'une Suisse qui préserve voire renforce son fondement fédéraliste et de démocratie directe. En parcourant ses articles des dernières années, il est étonnant de constater qu'il prévoyait nombre de développements. Il y a quelques années déjà, il nous avertissait d'une «intégration froide dans l'UE».³ Un processus qui est actuellement en train de se faire et qui demande un correctif urgent.

Ces derniers mois, il a encore développé, avec l'aide de sa fille Catherine, son propre site internet intitulé «La voix du citoyen». Il contient maintenant l'héritage de Walthard: un vrai fonds d'idées contraires au «politiquement correct» de nos jours et de ce fait si réconfortant et éclairant. La fille de Frédéric

Walthard complètera le site internet dans le sens d'un héritage durable de Frédéric Walthard.

Avec son incroyable élan créateur, toujours soutenu par sa femme Simone, et son éthique politique, Frédéric Walthard restera un exemple pour nous et les générations futures. Maintenant, c'est à nous de transmettre son héritage et de donner un écho à sa voix, à la «voix du citoyen».

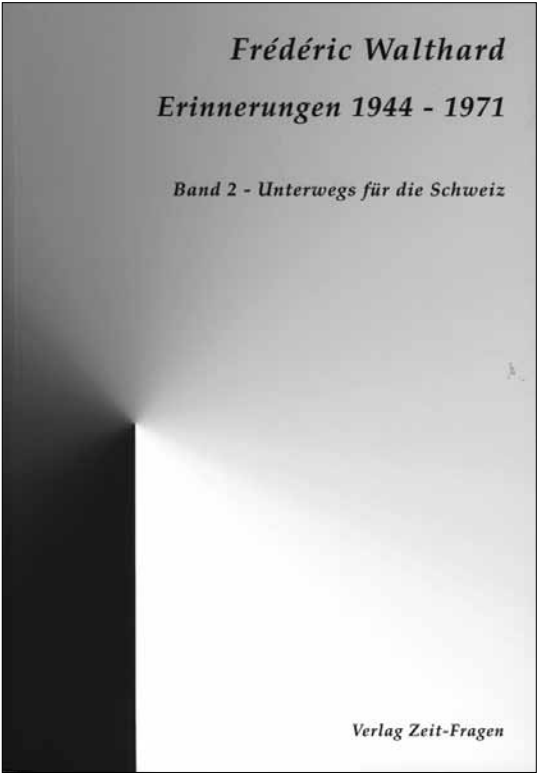
¹ cf. Walthard, Frédéric: *Erinnerungen 1921–1944*, Band 1 – Balkanschweizer im Sturm von Krieg, Terror und Faschismus; Walthard, Frédéric: *Erinnerungen 1944–1971*, Band 2 – Unterwegs für die Schweiz; Walthard, Frédéric: *Erinnerungen 1971–1988*, Band 3 – Messe Basel. Öffnung für Europa und die Welt (tous les trois volumes édités chez Verlag Zeit-Fragen)

² Walthard, Frédéric: Umschlagtext, *Erinnerungen 1944–1971*, Band 2 – Unterwegs für die Schweiz.

³ cf. par exemple Walthard, Frédéric, in: *Zeit-Fragen* N° 14 du 8/5/2000, page 1.



ISBN 978-3-909234-02-4



ISBN 978-3-909234-01-1



ISBN 978-3-909234-05-9

II^e partie: Etudes et service militaire de 1939 à 1943

Chapitre 1: Une transition difficile

1. L'élection du général Henri Guisan

Les premières ombres de la guerre

Mes études ont été ombragées par la Seconde Guerre mondiale. Le déménagement à Berne s'était bien passé et j'avais commencé mes études de droit à l'université. Déjà fin juin, j'avais traversé avec mes parents une Yougoslavie encore tout à fait paisible et une Italie moins agréable quant à la politique pour arriver en Suisse. Mon père voulait absolument me montrer l'exposition nationale à Zurich. Une bonne occasion, disait-il, pour me familiariser avec la Suisse et sa culture. Aujourd'hui encore, je rêve du chemin d'altitude avec les milliers de drapeaux communaux.

Lors de l'Exposition nationale à Zurich, le patriotisme suisse était à son apogée. Pourtant pour moi, comme l'avait dit un membre estimé de l'Académie française, «le patriotisme et l'amour de la patrie» n'est pas à confondre avec le nationalisme qui a pour base la haine envers les autres pays.

Certes, la marche de Hitler, «couronnée de succès», à la conquête de l'Europe a contribué au réveil de sentiments patriotiques en Suisse. La majorité des gens était effrayés et indignés par les annexions militaires ininterrompues des nazis: en 1936 la Rhénanie, en 1938 l'Autriche, en 1938/39 d'abord le territoire des Sudètes et puis la Tchécoslovaquie tout entière et à la fin la menace de la Pologne avec l'invasion du 1^{er} septembre 1939.

Même les véritables démocrates, par respect de ceux qui pensent différemment – rappelons-nous le conseiller fédéral responsable du Département des affaires étran-

gères Pilet-Golaz – avaient laissé faire les nazis et leurs rejets suisses «les frontistes» et étaient d'un coup effrayés voire s'étaient réveillés à la vue de l'efficacité de la machinerie d'occupation et de guerre du III^e Reich. L'Exposition nationale à Zurich était devenue le symbole de la volonté d'indépendance et de résistance des Suisses. Là-dessus plus d'un historien peut écrire aujourd'hui ce qu'il veut, mais en tant que jeune homme de 18 ans l'élan patriotique que la majorité des Suisses avait développé m'a saisi et m'a enthousiasmé.

Un jour historique

Lorsque le 30 août 1939, l'Assemblée fédérale désigna le commandant de corps Henri Guisan général de l'armée suisse lui accordant dans une large mesure les pleins-pouvoirs, on s'est rendu compte que la Seconde Guerre mondiale était sérieuse et que la cohésion manifestée lors de l'Exposition nationale devait désormais réussir son premier test de résistance. Et lorsque le 2 septembre 1939, lors de la première mobilisation générale 430 000 hommes et femmes et 200 000 complémentaires entrèrent en service et tous ceux qui n'étaient pas encore ou plus en service, surtout des femmes et des jeunes filles, étaient appelés à se porter volontaires, mon père n'était plus à freiner. Il s'est tout de suite présenté comme lieutenant de l'artillerie de campagne, comme il l'avait fait lors de la Première Guerre mondiale. D'abord, refusé par l'administration militaire à Berne qui se référait à son âge, il avait alors 52 ans, mon père a insisté sur le fait qu'il voulait, comme tous les

autres, répondre aux ordres du général. Après s'être aperçu de ses expériences dans les chemins de fer, on était ravi de ses services dans le domaine du ravitaillement des munitions à Interlaken à l'organisation et aux transports particuliers des dépôts dans les grottes du lac de Thoune aux destinations les plus diverses.

Mes efforts de pouvoir servir le plus vite possible n'étaient d'abord pas couronnés de succès. J'ai tout de même été convoqué le 22 janvier 1940 à l'épreuve des recrues et après ma réussite envoyé comme canonnier des troupes légères motorisées. Mais avec l'école des recrues ça n'a marché que du 14 juillet au 8 novembre 1941. Mes frères, Heinz et Erich, étaient déjà partis au service: Heinz était au bataillon de l'infanterie 37 et Erich dans les troupes d'aviation à Payerne. Hermann, en Suisse à la déclaration de guerre s'est vu très vite, après 30 ou 40 jours, dispensé de service puisque fils aîné et suppléant de mon père dans l'entreprise à Sofia. La raison était simple: mon père absolument désireux de servir la patrie, les autorités ont tout de suite compris que c'était mon frère qui devait être exempté du service militaire.

Service agricole au lieu d'école de recrues

Rares sont ceux qui ont ressenti autant de honte que moi pendant les premiers mois de guerre. Il y avait assez de soldats formés, et je devais tout simplement attendre qu'une école de recrues ait une place libre. Ce sentiment m'a vite poussé à me porter volontaire au service agricole au printemps 1940 et j'ai atterri près de Burgdorf chez le gros exploi-

tant Hans Bracher. Il avait plus d'une cinquantaine de têtes de gros bétail, un grand nombre de porcs et peu de personnel.

Bracher était colonel de cavalerie et commandant du Dépôt fédéral des chevaux de l'armée que les cavaliers tenaient à l'époque chez eux. Lui aussi, avait un troupeau de chevaux, deux fils à la cavalerie et un premier valet au service militaire. Outre ses deux belles-filles, sa fille et la paysanne, il ne restait qu'un autre valet, un étudiant de l'école agricole à Zollikofen et mon humble personne. Comme Bracher travaillait l'après-midi et tard le soir, jusqu'à minuit, pour l'armée, il ne pouvait nous aider que le matin. Par conséquent, il nous réveillait tous à quatre heures du matin pour faucher et rapporter deux grandes charrettes d'herbe fraîche aux vaches, tenues alors dans l'étable. Il était étonnant de voir ce dont les femmes étaient capables: faucher l'herbe, en faire de grosses et lourdes balles pour finalement les déposer dans les chars à foin. J'avais honte de mes petites balles minables, de l'herbe mal coupée et de la faux aiguisée avec trop de prudence, car ces machins étaient coupants comme des lames de rasoir. Lorsque nous arrivions à la ferme, morts de fatigue à sept heures du matin avec les deux chars à foin tirés par les deux belles-filles et deux chevaux par char, on avait droit enfin à un petit déjeuner copieux: des «Röschti» avec du lard, du café au lait et du pain. Mais vingt minutes après on entendait déjà: «Allez, au travail».

Source: Frédéric Walthard, *Erinnerungen 1921–1944*, volume 1, p. 187ss., ISBN 978-3-909234-02-4